

# Les Causes de la Faim : examen des crises alimentaires qui secouent l'Afrique

Que les gens aient faim en Afrique au 21<sup>ème</sup> siècle n'est ni inévitable ni moralement acceptable. La réponse d'urgence que le monde apporte à ce problème doit être revue intégralement afin que les populations qui souffrent du manque de nourriture puissent bénéficier d'une assistance rapide, équitable et efficace soit fournie aux populations. Plus fondamentalement, les gouvernements doivent s'attaquer aux causes qui sont à l'origine de la faim : à savoir la pauvreté, la mauvaise gestion de l'agriculture, les conflits, les réglementations commerciales injustes et les difficultés sans précédent dues au VIH/Sida et au changement climatique. L'effort conjoint des gouvernements africains et des pays donateurs pour éradiquer la pauvreté doit aboutir à l'adoption de politiques favorables aux personnes pauvres des zones rurales. Ces politiques doivent placer, au centre de leurs priorités, les besoins des groupes ruraux marginalisés comme les petits agriculteurs, les éleveurs nomades et les femmes.

## Résumé

*« Nous avons une grande ferme – cinq hectares. Nous l'avons vendue hectare par hectare pour avoir de l'argent et acheter ce dont nous avons besoin pour vivre. Maintenant nous ne pouvons plus cultiver. Nous n'avons pas de nourriture parce qu'il n'y a personne chez qui aller pour trouver de la nourriture : mes enfants les plus âgés sont morts. Avant, je pouvais travailler, mais maintenant nous restons avec la faim au ventre parce que je ne peux rien faire. Notre terre nous manque. »*

Milembe Mwandu, Shinyanga, Tanzanie, avril 2006

En 1960, Oxfam a contribué à la mise en place de la campagne Freedom from Hunger avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). Il s'agissait de la première tentative pour résoudre le problème de l'insécurité alimentaire autrement qu'en se bornant à apporter des sacs de nourriture à ceux qui ont faim. La campagne se proposait d'impliquer les pays en développement dans le processus d'analyse des causes des crises alimentaires et de la malnutrition, et d'y trouver des solutions durables ; en bref, de trouver des moyens pour permettre aux gens de cultiver suffisamment ou de gagner suffisamment d'argent pour se nourrir.

Quarante six ans plus tard, nombreux sont les endroits dans le monde où ces intentions louables n'ont toujours pas été couronnées de succès. Alors que les conditions varient énormément d'un endroit à l'autre sur le continent africain, si l'on considère l'Afrique Subsaharienne dans son ensemble, 37% d'africains n'ont pas assez à manger, comparé à 17% de la population dans le reste des pays en développement. Cette même proportion s'élève à 55% en Afrique Centrale.<sup>1</sup> Le nombre moyen d'urgences alimentaires par an en Afrique a pratiquement triplé depuis le milieu des années 1980.<sup>2</sup>

Un autre échec se profile à l'horizon. Au vu de la progression actuelle, l'engagement pris par les gouvernements de réduire la faim de moitié d'ici 2015, dans le cadre des Objectifs de développement du Millénaire, ne pourra pas être atteint pour l'Afrique.<sup>3</sup>

Ces échecs découlent en partie du fait que, malgré les promesses de 1960 et beaucoup d'autres faites depuis, l'aide d'urgence et l'assistance alimentaire en particulier, restent toujours les principales réponses face aux crises alimentaires. Le fait que l'assistance alimentaire sauve des vies est indiscutable, mais elle n'apporte pas de solution sur le long terme et dans certains cas extrêmes, elle tend même à exacerber l'insécurité alimentaire. Tout cela est reconnu et cependant, les dépenses en aide humanitaire ont augmenté substantiellement alors que l'aide à la production agricole pour l'Afrique Subsaharienne a baissé de 43% entre 1990-92 et 2000-02. Ni les gouvernements africains, ni ceux des pays riches n'ont pris de mesures suffisantes pour attaquer les causes profondes de la faim. Nous devons maintenant regarder les choses en face et admettre que les crises alimentaires auxquelles l'Afrique est confrontée sont, en partie, dues aux erreurs en terme de développement de nos interventions lors de crises antérieures.

A décharge, il convient de reconnaître que certaines causes des urgences alimentaires dévastatrices qui ravagent l'Afrique n'étaient pas prévisibles il y a 46 ans. Le VIH/Sida fait payer un tribut effrayant sur l'une des ressources principales de l'Afrique en terme de production de nourriture – sa population. D'ici à 2020, un cinquième de la force de travail agricole des pays d'Afrique Australe aura succombé au SIDA.<sup>4</sup>

Le changement climatique fait également peser une menace sans précédent sur la sécurité alimentaire. Cette menace affectera plus particulièrement les couches les plus vulnérables – les petits agriculteurs et les éleveurs nomades – qui vivent d'une agriculture dépendante des pluies. Les chercheurs prédisent, de manière tout à fait crédible, que 55 à 65 millions d'africains de plus risquent d'avoir faim d'ici 2080, à cause d'une augmentation mondiale de la température de 2,5°C.<sup>5</sup>

Cependant, plus frappant encore est l'impact mortel des conflits africains, qui sont la cause de plus de la moitié des crises alimentaires qui dévastent le continent. Dans chacun des pays qui ont subi une situation d'urgence alimentaire prolongée, la guerre ou les luttes civiles ont joué un rôle majeur. Même s'il incombe aux gouvernements africains de protéger leurs populations, il arrive qu'ils n'assument pas leurs responsabilités, comme c'est le cas dans le nord de l'Ouganda, ou même qu'ils se rendent complices des violences comme au Darfour.

+++++

Selon la FAO, la proportion des crises alimentaires d'origine humaine a plus que doublé au cours des 14 dernières années.<sup>6</sup> Mais ce que les hommes ont détruit, les hommes peuvent le réparer. Oxfam a la ferme conviction que le manque de nourriture et la famine qui sévissent dans une grande partie de l'Afrique dans cette première décennie du 21<sup>ème</sup> siècle, ne sont pas des phénomènes inévitables et ils ne sont en aucun cas moralement acceptables.

Le monde dispose des ressources et des connaissances qui permettent de garantir le droit à l'alimentation, tel qu'inscrit dans les conventions des Nations Unies.<sup>7</sup> Il ne s'agit pas d'un problème annexe : la malnutrition paralyse à la fois les individus et la société. Dans les situations les plus extrêmes, la faim tue et ce sont souvent les jeunes enfants et les bébés qui meurent les premiers. Plus communément, la faim affaiblit les gens, elle les prive de l'énergie dont ils ont besoin pour travailler et les rend encore plus vulnérables face aux maladies. La malnutrition extrême réduit la performance scolaire des enfants et entraîne des lésions cérébrales à long terme qui affecteront leurs moyens d'existence futurs et réduiront la croissance économique<sup>8</sup>. La fourniture d'une nourriture adéquate et d'une sécurité alimentaire est un élément central si l'on veut atteindre bon nombre des Objectifs de Développement du Millénaire, comme par exemple réduire la pauvreté et la mortalité infantile, améliorer la santé des mères et augmenter la résistance face aux maladies. Si nous voulons aider l'Afrique à remplir son potentiel nous devons nous attaquer au problème de la faim.

Le présent document décrit les deux principaux défis liés à la réduction de la faim en Afrique. Le premier consiste à améliorer la réponse immédiate aux crises alimentaires et le second à attaquer les causes profondes de la faim aiguë et récurrente. Ce document n'a pas pour ambition de proposer une

explication complète des causes et des solutions. Il cherche plutôt à offrir des pistes en se basant sur l'expérience accumulée par Oxfam à travers ses programmes et ses recherches auprès de éleveurs nomades, de petits producteurs et d'autres personnes partout en Afrique .

## Une meilleure réponse face aux urgences

Premièrement, il convient de remanier le système d'urgence ou 'système humanitaire' pour qu'il soit réellement capable de fournir une assistance rapide et efficace en fonction des besoins. Il faut qu'il puisse soutenir les moyens d'existence des populations tout en couvrant les besoins immédiats de ceux qui ont faim. L'approche au coup par coup doit faire place à un soutien sur le plus long terme renforcé par un financement fiable et substantiel, dans le cadre des programmes plus larges de protection sociale mis en place par les gouvernements.

Au cours des dernières années, l'aide d'urgence à l'Afrique Subsaharienne a augmenté et a permis de sauver de nombreuses vies. Cependant, elle est encore souvent trop faible et trop tardive, et d'énormes inégalités de distribution subsistent. Le délai et l'ampleur d'une intervention sont souvent plus motivés par les intérêts politiques et l'attention médiatique que par les besoins humanitaires évalués objectivement.

En outre, l'aide apportée est encore souvent inappropriée. Il n'est pas normal que 70% de l'aide alimentaire distribuée par les Nations Unies soit produite par les pays développés : l'aide alimentaire ne devrait pas être une manière détournée de soutenir les agricultures des pays développés. Lorsque la faim est causée par un manque d'accès à la nourriture dû à la pauvreté, plutôt qu'à une pénurie, distribuer de l'argent peut s'avérer une réponse plus adéquate, plus rapide et moins coûteuse. Une mesure de ce type doit être soutenue par des efforts permettant de restaurer les moyens d'existence des personnes affectées.

## Combattre la pauvreté, développer l'agriculture

Deuxièmement, et c'est fondamental si l'on veut éviter les crises alimentaires, il convient de faire encore plus pour combattre les causes profondes de la faim. Cela signifie combattre la pauvreté et résoudre les déséquilibres de pouvoir qui lui sont sous-jacents. Le nombre de personnes en Afrique Subsaharienne qui survivent avec moins d'un dollar par jour a pratiquement doublé depuis 1981. En 2001, leur nombre s'élevait à 313 millions de personnes, soit 46% de la population totale. La grande majorité des personnes pauvres et malnutries d'Afrique vivent dans les zones rurales. Les petits agriculteurs, les éleveurs nomades et les femmes sont particulièrement vulnérables face à la faim du fait de la marginalisation et de la négligence dont ils font l'objet. L'effort conjoint, promis par les gouvernements africains et les donateurs pour éradiquer la pauvreté, doit donc déboucher sur des politiques rurales qui impliquent la participation et donnent la priorité à ces groupes vulnérables. Même de petites améliorations au niveau de ce qu'ils produisent et gagnent peuvent avoir un impact majeur pour réduire la faim tout en favorisant une croissance plus équitable.

Il n'existe pas de formules-type de politique agricole efficace. Une telle politique devrait être déterminée au cas par cas pour chaque pays par le biais de consultations entre les gouvernements, la société civile, les donateurs et les producteurs agricoles eux-mêmes. Cependant, l'investissement sur le long terme dans des programmes de développement et d'infrastructures rurales doit être un élément-clé de ce type d'approche et un soutien aux organisations qui représentent la voix des groupes marginalisés doit être apporté parallèlement. Les gouvernements africains se sont engagés à augmenter leurs dépenses dédiées au secteur rural pour qu'elles totalisent au moins 10% de leurs budgets. Ces mesures devraient être soutenues par une assistance extérieure plus importante financée grâce aux engagements récemment pris par le G8 d'augmenter l'aide au développement et la remise de la dette.

L'une des leçons cruciales tirées suite à la série de réformes truquées des marchés introduite depuis des années par le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale, soutenus par les principaux donateurs, est que les marchés ruraux, livrés à eux-mêmes, n'ont pas la capacité de garantir la sécurité alimentaire des populations; il est impératif que les Etats agissent. De plus en plus d'indices tendent à prouver, par exemple, que les politiques gouvernementales destinées à stabiliser les prix afin de faciliter les transferts de liquidités ou les investissements agricoles, peuvent être une manière plus rapide et plus efficace (que l'aide alimentaire d'urgence) de garantir la sécurité alimentaire.

Cependant, des efforts considérables sont nécessaires pour améliorer la qualité des interventions gouvernementales, qui, trop souvent, sont amoindries par la corruption ou le manque de capacités. En plus, il est tout à fait justifié d'accuser les institutions comme la Banque Mondiale de n'avoir pas respecté les normes qu'elles s'étaient elles-mêmes fixées, et de n'avoir pas réussi à imposer des conditions qui auraient pu garantir un usage adéquat et une responsabilisation pleine et entière de l'aide et des prêts consentis. Les gouvernements et les donateurs doivent s'assurer que les ressources apportées vont effectivement se traduire par des bénéfices concrets pour les populations pauvres et affamées du continent. Pour cela, les organisations issues des sociétés civiles locales devront jouer un rôle fondamental de contrôle des mouvements d'aide et devront s'exprimer haut et fort dès que les choses dérapent. Ne pas le faire revient à trahir les affamés de l'Afrique.

Les pays industrialisés doivent également en faire beaucoup plus pour éviter que des réglementations commerciales internationales injustes détruisent les moyens d'existence des populations rurales. Ils doivent agir et réussir à stabiliser les prix des matières premières dont la volatilité pose d'énormes difficultés aux producteurs africains. Les blocs commerciaux de pays riches doivent cesser de forcer l'ouverture des marchés africains à leur propre profit et mettre fin au dumping de leurs produits agricoles subventionnés.

## Conflits, VIH/Sida et changement climatique

Le fait que plus de 50% des crises alimentaires subies actuellement par l'Afrique s'expliquent par des conflits armés et le déplacement de millions de personnes, souligne bien la nécessité d'agir de toute urgence pour rétablir la

paix. Ce sont les gouvernements nationaux qui devraient jouer le rôle central dans le rétablissement de la paix, mais l'Union Africaine a également une tâche vitale à accomplir et elle doit utiliser son influence pour trouver des solutions pacifiques et garantir la sécurité des citoyens lorsque les gouvernements sont incapables de le faire, ou ne le veulent pas, comme c'est le cas actuellement au Darfour. Il incombe également à la communauté internationale au sens large de fournir un soutien diplomatique, économique et, si nécessaire, militaire pour appuyer les processus de paix et de maintien de la paix qui ont lieu sous les auspices des Nations Unies. L'action internationale pour contrôler le commerce des armes est une étape complémentaire essentielle.

Au cours des dix dernières années, aussi bien la réponse internationale que nationale face au VIH/Sida en Afrique s'est petit à petit améliorée et les dépenses de santé ont augmenté. Malgré tout, en 2005, neuf Africains sur dix nécessitant des médicaments pour le Sida ne les recevaient toujours pas. Les gouvernements donateurs doivent augmenter significativement leur assistance aux services de santé afin d'endiguer le VIH/Sida et les autres maladies qui handicapent si sévèrement les communautés africaines.

Dans la mesure où le changement climatique va augmenter considérablement la pauvreté et la faim en Afrique, les gouvernements du Nord doivent intensifier leurs efforts pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, tout en finançant des plans d'adaptation climatique destinés à l'Afrique. Les gouvernements africains doivent également augmenter leur action pour freiner la dégradation des sols qui contribue, elle aussi, au changement climatique.

## La voie à suivre

Le bilan du demi-siècle écoulé, qui a vu une succession de tentatives pour trouver des solutions sophistiquées et durables pour résoudre le problème de la faim en Afrique, n'est certes pas réjouissant. Mais il y a de l'espoir. Bien trop souvent on nous dit maintenant que les crises alimentaires sont la norme dans certaines parties de l'Afrique, qu'il n'est pas possible d'éliminer la corruption, que l'ère des conflits post-coloniaux ne finira jamais et que les catastrophes naturelles et les pénuries de nourriture ne peuvent aller qu'en augmentant. Cela n'est pas vrai : il y a de bonnes nouvelles en provenance d'Afrique et, comme nous allons le détailler dans les pages qui suivent, les idées abondent pour trouver des moyens de résoudre certains de ces défis pressants.

Bien que l'ampleur même des défis semble décourageante, au cours de l'année écoulée, les gouvernements africains et la communauté internationale ont fait des promesses sans précédent et se sont fermement engagés à combattre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Un investissement majeur permettant de s'attaquer aux causes profondes de la faim pourrait fonctionner et coûterait au monde beaucoup moins – en argent et en vies humaines – que la poursuite du cycle 'pas assez, trop tard' qui caractérise l'assistance alimentaire pour l'Afrique depuis près d'un demi-siècle.

# 1 Introduction

*«Après la crise, il ne nous restait plus rien à partager avec les autres familles. Les systèmes traditionnels de solidarité et de partage ne pouvaient plus fonctionner parce que tout le monde était trop pauvre».*

Boubacar Amadou, village d'Adebeji, Maradi, Niger, août 2005

En 2005, l'Afrique subsaharienne a connu une nouvelle vague d'urgences alimentaires.<sup>9</sup> La crise qui s'était développée sans bruit et sans pitié dans le Sahel est devenue un scoop télévisuel vers le milieu de l'année. Plus tard dans l'année, la faim a commencé à menacer l'Afrique Australe. Début 2006, une crise alimentaire touchant 11 millions de personnes, a émergé dans la Corne de l'Afrique.<sup>10</sup> Trois millions et demi de personnes avaient besoin d'une assistance d'urgence au Kenya.<sup>11</sup> Cela sans compter les milliers d'autres personnes qui souffrent de la faim dans des crises africaines qui font beaucoup moins l'objet d'attention médiatique, comme en République Démocratique du Congo, où 71% de la population est mal nourrie, ou le nord de l'Ouganda, où 48% des enfants sont rachitiques du fait de l'insécurité alimentaire chronique.<sup>12</sup> Un rapport récent de l'UNICEF affirme que dans les urgences alimentaires silencieuses de l'Afrique Subsaharienne, 28% de tous les enfants ont un poids en dessous de la normale.<sup>13</sup>

C'est aux gouvernements nationaux qu'incombe en premier lieu la responsabilité de garantir l'accès des populations à la nourriture dont elles ont besoin. Mais lorsque les gouvernements ne parviennent pas à faire face –soit du fait de la pauvreté soit par manque de volonté politique – les autres pays sont également responsables et se doivent d'agir. Le présent document examine tout d'abord la manière dont les interventions d'urgence devraient être améliorées par une garantie de financement régulier et à long terme, et se penche ensuite sur ce qu'il est nécessaire de faire pour résoudre certaines des causes profondes de l'insécurité alimentaire chronique qui conduisent à la récurrence des crises alimentaires. Il est évident qu'un document de cette taille ne peut refléter l'immense variété des situations africaines et de la complexité des causes profondes des problèmes considérés. Pour des questions spécifiques et des recommandations plus détaillées, nous invitons les lecteurs à se référer aux documents de politique et d'analyse d'Oxfam.

## 2 Améliorer la réponse d'urgence

*« Le bétail n'a plus que la peau sur les os, il n'y a plus de viande. Les os ne sont plus que des jouets pour les enfants ».*

John Egialan, Chef de l'Assistance, Naadunga, Turkana, Kenya, s'exprimait ainsi en Mars 2006

Selon l'expérience d'Oxfam, lorsqu'une crise alimentaire aiguë frappe, la plupart des gens font preuve d'une ingéniosité extraordinaire et recourent à toute une série de stratégies pour survivre. Mais lorsque ces stratégies de survie sont épuisées, et lorsque les gouvernements nationaux montrent leurs limites, l'assistance humanitaire internationale devient vitale pour sauver des vies et prévenir la malnutrition aiguë.<sup>14</sup> Une assistance à temps et adéquate peut contribuer à éviter que des chocs extérieurs, comme les sécheresses ou les invasions de locustes, ne provoquent une crise encore plus massive, et peut permettre de réduire les besoins d'interventions ultérieures très coûteuses. Du fait de la générosité du public et de l'engagement de certains gouvernements donateurs, l'assistance humanitaire à l'Afrique a considérablement augmenté pour passer de 946 millions de \$ en 1997 à un peu plus de 3 milliards de \$ en 2003.<sup>15</sup> Mais l'absence d'un système fiable permettant de résoudre les crises alimentaires condamne encore de trop nombreuses personnes à la souffrance et à la mort.

### Une aide tardive, inadéquate et inégale

L'aide d'urgence est souvent insuffisante et arrive souvent trop tard. C'est ce qui c'est passé au Niger en 2005. Bien que les premiers avertissements soient arrivés dès la fin 2004, ce n'est que lorsque des photos d'enfants souffrants ont été montrées à la télévision en juin 2005 que la communauté internationale a été galvanisée et s'est mise à agir. Au moment où l'aide est arrivée, 3,6 millions de personnes souffraient déjà de la faim. Ils étaient nombreux à avoir vendu leur bétail, leurs terres, leurs semences et leurs outils ou à s'être endettés pour acheter de la nourriture, amenuisant ainsi leurs actifs et se rendant eux-mêmes encore plus vulnérables pour affronter des crises futures.

L'aide tardive est un problème classique. La plupart des appels d'urgence des Nations Unies ne reçoivent que 30% des fonds demandés au cours du premier mois.<sup>16</sup> En avril 2006 par exemple, les donateurs ne s'étaient engagés à donner que 79 millions de \$ sur les

225 qui avaient été demandés par les Nations Unies pour le Kenya en février 2006.

Les inégalités criantes dans les allocations d'aide consenties par de nombreux pays donateurs constituent un autre problème grave. Les attributions de fonds sont beaucoup plus déterminées par le profil médiatique ou politique d'une crise que par les besoins réellement constatés.

Une couverture médiatique massive a permis de garantir que l'appel pour le tsunami de 2005, qui devait couvrir les besoins de pratiquement deux millions de personnes touchées, reçoive 3,8 milliards de \$ de promesses. Ce qui était pratiquement équivalent à la moitié de tous les fonds d'urgence pour le monde entier, pour l'année 2003. Par contraste, les Nations Unies estiment qu'il y a 16 millions de personnes en Afrique qui se trouvent en danger immédiat dans une dizaine de situations d'urgence négligées et sous financées. Parmi celles-ci se trouvent les tragédies prolongées du nord de l'Ouganda et de la République Démocratique du Congo. En 2004, les appels consolidés des Nations Unies ne recevaient que 1,36 milliard de \$ sur les 3,4 demandés.<sup>17</sup> Même si les appels des Nations Unies ne constituent pas une mesure parfaite des besoins humanitaires, et qu'ils ne tiennent pas compte du financement bilatéral des pays donateurs, ces chiffres illustrent néanmoins l'ampleur et la chronicité des manques.

L'une des raisons citées par certains gouvernements donateurs pour expliquer leur réponse inappropriée ou tardive aux appels des Nations Unies est leur manque de confiance dans la capacité des agences onusiennes à fournir une aide internationale efficace. Le Bilan 2005 de la réponse humanitaire, mandaté par le Coordinateur de l'aide humanitaire d'urgence de l'ONU, proposait différentes mesures pour améliorer la performance, la coordination et la transparence de l'ONU.<sup>18</sup> Ces mesures méritent d'être soutenues. Parmi ces réformes, un rôle capital devrait être assigné à une FAO dont les capacités seraient amplifiées pour pouvoir assurer une réelle promotion de la sécurité alimentaire : à l'heure actuelle le Programme Alimentaire Mondial joue un rôle prédominant dans les urgences, mais il tend à concentrer ses efforts sur la distribution de l'aide alimentaire. Cependant, les donateurs doivent également s'impliquer de manière positive dans leur relation avec l'ONU et les gouvernements, afin de les aider à améliorer leurs performances au lieu de se contenter de s'en plaindre ou de les ignorer.

Le financement intégral du Fonds central d'urgence humanitaire des Nations Unies (UN Central Emergency Response Fund - CERF) récemment relancé devrait également contribuer à la fourniture d'une

assistance à temps et équitable. L'ONU a demandé aux Etats membres d'apporter une contribution de 500 millions de dollars pour établir le CERF nouvelle version – en plus des engagements d'aide humanitaire déjà existants – mais Oxfam est convaincu que c'est au moins 1 milliard de \$ qui sont nécessaires.

Il est très improbable que les gouvernements donateurs s'engagent à donner des fonds au CERF à moins qu'il ne soit bien géré, transparent et responsable et qu'il ait la capacité d'allouer des fonds de manière rapide aux ONG qui effectuent une part essentielle du travail sur le terrain.

Les donateurs et les agences de l'ONU ne sont pas la seule raison d'une aide inappropriée ou tardive. Il arrive que l'aide soit tardive parce que les Systèmes d'alerte précoce (SAP ou Early Warning Systems) sont inadéquats.<sup>19</sup> Par exemple, en 2005, les SAP pour les pays du Sahel se concentraient beaucoup trop sur la production alimentaire et n'ont pas été capables de prendre en compte des problèmes d'accès à la nourriture, tel que l'augmentation des prix et la vulnérabilité croissante des communautés d'éleveurs nomades. En Afrique de l'Ouest les SAP ne sont pas encore parfaits mais ils se sont déjà améliorés depuis 2005. Alors que les ONG et les organisations communautaires disposent souvent des informations de type avertissement précoce, ces indices sont ignorés parce qu'ils n'ont pas l'autorité des évaluations officielles.<sup>20</sup> Il arrive également que les gouvernements ne répondent pas de manière efficace et rapide aux avertissements précoces. Le gouvernement du Niger avait initialement sous-estimé la gravité de la crise de 2005 et avait réagi lentement avant de demander une assistance internationale. Au Kenya, où il y a un cycle de sécheresses relativement prévisibles, il existe un SAP sophistiqué et efficace, mais le gouvernement n'a pas mis en place les structures institutionnelles et les ressources pour y répondre rapidement.<sup>21</sup>

Les Comités d'évaluation de la vulnérabilité (CEV) d'Afrique Australe sont un bon moyen de faire avancer les choses. Ils sont dirigés par les gouvernements, ce qui oblige les gouvernements à accepter la responsabilité des résultats tirés des évaluations. De plus, l'ONU et les ONG participent au processus en y apportant des perspectives additionnelles. L'évaluation produite par le CEV du Malawi sur la crise alimentaire de 2005 a débouché sur une intervention à temps des donateurs et du gouvernement.

Des critères acceptés internationalement pour mesurer et comparer les indicateurs d'insécurité alimentaire, à la fois pendant et entre les crises, pourraient améliorer grandement les SAP, et contribuer à garantir une intervention plus opportune et plus équitable. Par

exemple, vérifier pourquoi des familles se mettent à vendre leurs biens dans une zone vulnérable pourrait servir d'indicateur précoce pour signaler un besoin d'intervention, au lieu d'attendre que les taux de malnutrition aiguë ne montent en flèche, ce qui se produit quand il est évidemment trop tard.<sup>22</sup>

## Une aide inappropriée

L'aide alimentaire d'urgence<sup>23</sup> reste encore la réponse dominante face aux crises alimentaires et elle constitue encore régulièrement plus de la moitié de l'ensemble de tous les appels d'urgence réunis de l'ONU.<sup>24</sup> Seuls 17% des besoins non alimentaires identifiés lors du récent appel de l'ONU pour le Kenya ont été financés, face à 46% des besoins alimentaires<sup>25</sup>. Cependant, même s'il est certain que l'aide alimentaire peut jouer un rôle crucial pour sauver des vies et réduire la faim, elle n'est, dans le meilleur des cas, qu'une réponse incomplète. Au pire, il arrive qu'elle contribue à exacerber l'insécurité alimentaire en mettant en danger les moyens d'existence des agriculteurs locaux.<sup>26</sup> Dans la mesure où une grande partie de l'aide alimentaire est importée, elle peut mettre jusqu'à quatre ou cinq mois pour arriver. Elle peut coûter jusqu'à 50% plus cher que de la nourriture achetée localement, sa qualité nutritionnelle peut être limitée, et elle peut s'avérer culturellement inappropriée.<sup>27</sup> Par exemple, en 2004, le Canada a dépensé pratiquement 40% de son budget d'aide alimentaire en transport, avant de changer sa politique et de permettre d'augmenter la part des achats effectués localement.<sup>28</sup>

L'importance disproportionnée des dons alimentaires en nature est en partie due aux intérêts directs des donateurs. Pour certains pays donateurs, l'aide alimentaire est un moyen utile de se débarrasser de leurs propres surplus agricoles et de permettre à leurs propres compagnies commerciales et de transport d'engranger des bénéfices : 79% de la totalité de l'aide alimentaire provient des pays donateurs. Dans le cas, par exemple, du riz et du blé, l'achat de stocks alimentaires à utiliser pour l'aide à l'étranger est une forme de subvention domestique qui peut avoir des effets néfastes sur les agriculteurs des pays en développement. Les Etats Unis, qui sont les plus gros donateurs, fournissent la majeure partie de leur aide alimentaire en nature, et 99% de cette aide provient directement des Etats Unis.<sup>29</sup> Le Danemark, la France et l'Italie approvisionnent leur aide alimentaire sur leur marché domestique.<sup>30</sup> Le Programme alimentaire mondial, la principale agence onusienne responsable de la distribution des aides alimentaires, reçoit 48% de sa nourriture des Etats Unis<sup>31</sup> et ne peut acheter qu'environ 30% de son aide alimentaires localement, parce que la majorité des contributions que lui donnent les gouvernements donateurs sont des contributions en

nature plutôt qu'en liquide.<sup>32</sup> Certaines ONG étasuniennes doivent également faire face à un conflit d'intérêts en ce qui concerne l'aide alimentaire dans la mesure où elles comptent sur la vente de matières premières sous la forme d'aide alimentaire pour financer leurs programmes de développement.

L'insistance sur l'aide alimentaire provient également parfois d'un diagnostic erroné qui attribue la faim principalement à un manque de nourriture. Le manque de nourriture disponible est un problème significatif dans l'Afrique Subsaharienne : la production agricole parvenant tout juste à rester au niveau de la croissance de la population dans certains pays, et les sécheresses et les locustes entraînant des pénuries locales. Cependant, dans de nombreux pays, ce sont les conflits et le mauvais fonctionnement des marchés qui rompent l'approvisionnement. Dans de nombreux autres cas, les crises alimentaires surviennent même lorsque la nourriture est disponible sur les marchés locaux. Ce qui est principalement dû à la pauvreté qui limite la capacité des gens à produire suffisamment pour pouvoir acheter leur nourriture en suffisance.<sup>33</sup> Dans la mesure où l'exploitation agricole et le bétail des familles ne couvrent qu'une partie de leurs besoins alimentaires, une réduction ne serait-ce que minime de leur pouvoir d'achat peut les faire basculer dans une situation de crise.

Il est possible d'observer le rôle de la pauvreté dans les crises les plus récentes. La situation d'urgence à laquelle les communautés d'éleveurs nomades du nord-est aride du Kenya doivent faire face a émergé malgré une récolte supérieure de 15% à la moyenne nationale et une croissance du PNB d'environ 5% pour 2005.<sup>34</sup> Au Niger, même si la récolte de 2004 était plus faible que celle des années précédentes, elle n'était que de 11% inférieure à la moyenne des 5 dernières années, et il y a eu de la nourriture disponible sur les marchés pendant toute la durée de la crise. Le problème sous-jacent était que la proportion de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour avait augmenté pour passer de 40% en 1990 à 66% en 2004. Une brusque montée des prix a fait que la nourriture est devenue hors de portée pour beaucoup de gens. Les éleveurs nomades ont été particulièrement touchés par la coïncidence d'une montée des prix de la nourriture et d'une baisse des prix du bétail, ce qui a dramatiquement réduit leur pouvoir d'achat.

## Faire les choses correctement

Le défi qui se pose aux gouvernements, aux agences des Nations Unies, aux gouvernements donateurs et aux ONG est de garantir que chaque réponse à une crise alimentaire est adaptée à la situation

particulière qu'elle cherche à résoudre, et qu'elle vise à soutenir les moyens d'existence tout en couvrant les besoins immédiats.

L'historique n'est pas glorieux. Un rapport récent de l'USAID sur l'Éthiopie affirmait que les réponses en aide alimentaire apportées par les gouvernements et les donateurs internationaux aux crises de 2003 étaient sérieusement insuffisantes et que les États-Unis (jusqu'à une date récente) et l'UE avaient fait une priorité de l'aide alimentaire d'urgence à l'exclusion pratiquement complète de toute réponse non alimentaire.<sup>35</sup>

Lorsqu'il y a un manque généralisé de nourriture disponible, l'aide alimentaire est vitale. Dans ce type de cas, la nourriture devrait être achetée localement ou régionalement chaque fois que cela est possible. Lorsque c'est le manque d'accès à la nourriture qui est la cause principale de la faim, des transferts d'argent en faveur des bénéficiaires – comme des attributions en espèces, des bons ou des systèmes de « travail contre argent » – peuvent s'avérer une meilleure réponse à condition que les réserves locales de nourriture soient suffisantes pour faire face à cet accroissement de la demande. Si ce n'est pas le cas, une augmentation des prix peut intervenir et porter préjudice aux personnes qui ne bénéficient pas du système d'aide mis en place.<sup>36</sup>

Les évaluations des projets de transfert d'argent menés par Oxfam montrent que les gens les préfèrent à l'aide alimentaire. De telles projets respectent leur dignité : les gens ne sont plus confinés dans un rôle de bénéficiaires passifs et ils peuvent choisir la manière dont ils dépensent l'argent. Ils peuvent aussi utiliser l'argent reçu pour acheter des outils qui vont améliorer leur productivité agricole. De plus, l'argent qu'ils vont dépenser va également donner un coup de fouet à l'économie locale.<sup>37</sup>

### Un projet de « travail contre argent » au Kenya

« Pour l'instant, j'ai reçu 5000 shillings sur les 10.000 que nous allons avoir pour ce 'travail contre argent'. Je vais payer pour que mon frère puisse aller à l'école. Il est dans le secondaire et nous devons payer pour cela. J'ai dépensé 3000 shillings en frais de scolarité et j'en ai dépensé 1000 autres pour des médicaments pour mes fils. Avec les 1000 shillings qui restent j'ai réussi à acheter deux chevrettes. Et j'en ai appelé une Oxfam ! »

Pamela Ataa au Turkana, nord du Kenya

Fournir de l'argent aux familles à travers un programme de « travail contre argent » rend aux gens la dignité et leur permet de choisir et d'acheter ce dont ils ont besoin pour aider leur famille. 22.000 personnes bénéficient de ce programme de travail contre argent d'Oxfam au Turkana, dans le nord du Kenya, qui est destiné à des familles qui ont des options très limitées concernant leurs moyens d'existence et qui ne sont pas capables de subvenir entièrement à leurs besoins. Ces personnes travaillent à une série de projets qui bénéficient aux familles individuelles ou à l'ensemble de la communauté, comme améliorer les sources d'eau ou planter des arbres. Pamela, par exemple, a contribué à protéger une pompe à main et à rediriger une rivière locale pour qu'elle remplisse les puits creusés à la main. L'expérience d'Oxfam a montré que les familles dépensent l'argent pour acheter de la nourriture et d'autres produits de base et investissent dans l'avenir en achetant des outils. Cela signifie que les gens n'ont pas besoin de recourir à des stratégies nuisibles pour survivre comme par exemple vendre leur bétail. Le fait de donner de l'argent contribue également à revitaliser l'économie locale.

Source: Oxfam

La nouvelle encourageante est que certains donateurs et certaines agences humanitaires considèrent de plus en plus les transferts d'argent et les achats locaux comme des réponses appropriées aux crises alimentaires. Trois des plus gros donateurs – l'UE, le Canada et l'Australie – font preuve d'une flexibilité croissante pour acheter sur place l'aide alimentaire qu'ils fournissent aux pays en développement.<sup>38</sup> Mais il reste encore du chemin à parcourir.<sup>39</sup> Pour faire les choses correctement en terme de réponse aux crises alimentaires, il faut également une évaluation pointue des besoins qui tienne compte de l'avis des personnes affectées.<sup>40</sup>

Des efforts plus soutenus sont également nécessaires afin de pouvoir proposer un soutien aux personnes vulnérables à travers des moyens d'existence alternatifs, tout cela renforcé par des programmes de développement à long terme. Une intervention précoce pour aider les communautés à construire des banques alimentaires, de semences ou de fourrage peut, par exemple, aider à atténuer l'impact de sécheresses futures. De telles mesures peuvent peut-être contribuer à

éviter que les gens ne recourent à des solutions qui pourraient mettre en danger leurs perspectives futures, comme par exemple la vente de leurs outils et de leurs terres. Des programmes de déstockage et de re-stockage du bétail peuvent aussi atténuer significativement les préjudices catastrophiques que subissent les moyens d'existence des éleveurs nomades, comme cela s'est produit pendant la crise du Niger. Oxfam et d'autres organisations utilisent de plus en plus les foires agricoles et de bétail pour garantir aux populations un accès à des semences et à des animaux appropriés lorsqu'une région est touchée par une crise.

**Les foires aux semences et les bons en cash au Zimbabwe : un moyen de soutenir les moyens d'existence**

*« Grâce à la foire aux semences j'ai pu acheter des cacahuètes et des noix bambara, que j'avais cherchées pendant les quatre saisons de plantation précédentes. Je vais les cultiver pour calmer la faim et être sûre d'accumuler quelques semences pour la saison prochaine ».*

Une femme âgée dans le district de Gutu, Zimbabwe

Donner des bons aux agriculteurs pour qu'ils achètent des semences dans les foires leur donne un plus grand choix que les distributions de semences effectuées par les agences d'aide. Oxfam a organisé 37 foires aux semences en partenariat avec des organisations locales dans les provinces de Masvingo et de Midlands au Zimbabwe. Cela a permis de rassembler les producteurs, les marchands de semences, les agents d'extension et la population locale qui avait reçu des bons pour acheter les semences de son choix. Des centaines d'agriculteurs locaux se sont pressés à la foire pour voir ce qu'il y avait à acheter. Une grande diversité : 21 produits agricoles et 51 variétés, parmi lesquelles de l'arachide, du sorgho, des doliques, du maïs, du soja, du sésame, du riz, du tournesol, du millet perlé ainsi que toute une série de semences de légumes parmi lesquelles certaines espèces étaient menacées d'extinction. Beaucoup de ces produits agricoles traditionnels sont meilleurs marchés et ont une meilleure tolérance aux conditions extrêmes que les variétés industrielles à rendement élevé. 23.000 familles ont pu bénéficier directement de ces foires et acheter des semences.

Source: Oxfam

Un autre défi majeur consiste à garantir que l'aide d'urgence n'est pas détournée par des élites corrompues ou utilisée par des gouvernements ou d'autres groupes qui pourraient se l'accaparer. Il s'agit d'un risque particulièrement important dans les situations de conflits (point discuté plus avant dans ce document). Cependant, les programmes d'aide peuvent être conçus de manière à réduire ce type de risques. L'expérience d'Oxfam montre qu'impliquer les communautés lors du ciblage et du contrôle des distributions d'aide est un moyen important pour garantir la transparence du processus et donc de réduire les détournements et les vols. Il existe également toute une série d'autres méthodes qui ont fait leurs preuves.<sup>41</sup>

Lorsqu'il y a des préoccupations et des indications que la consultation avec la communauté n'aboutira pas à faire parvenir l'aide à ceux qui en ont besoin, les donateurs peuvent acheminer les ressources à travers des agences extérieures, même si cela comporte comme désavantage de priver la communauté d'une chance d'apprentissage et d'acquisition de capacités techniques.

## Vers un financement prévisible

La persistance de famines chroniques a conduit certains donateurs et gouvernements à conclure qu'une proportion plus importante de l'assistance humanitaire devrait être fournie par l'intermédiaire de filets de sécurité gouvernementaux, ou de programmes de protection sociale sur le long terme, plutôt que de recourir aux cycles imprévisibles et en dents de scie de l'aide d'urgence.<sup>42</sup> Ces projets cherchent à fournir aux populations qui souffrent d'insécurité alimentaire chronique, des ressources – de l'argent, de la nourriture ou d'autres apports – qui peuvent être augmentées ou diminuées selon les besoins sur des périodes beaucoup plus longues. Un exemple récent de ce type de mesures est le « filet de sécurité pour garantir un niveau minimal de production agricole » (Productive Safety Net Program) du gouvernement éthiopien soutenu par les donateurs, et qui fournit argent et aide alimentaire contre du travail à huit millions de personnes. Dans un autre projet pilote, en Zambie, les 10% les plus pauvres des habitants des communautés d'un district de la province du Sud reçoivent un transfert d'argent de 6\$ par personne, par mois.

Les programmes de protection sociale menés par les gouvernements ne sont pas exempts de problèmes, mais Oxfam est convaincue qu'ils peuvent constituer un moyen positif pour faire avancer les choses. La durée plus longue et le fait de pouvoir prévoir les transferts de ressources aident à réduire les risques encourus par les bénéficiaires et les encouragent à investir. Ces projets sont également beaucoup moins coûteux que l'aide alimentaire d'urgence. En Zambie, par exemple, l'augmentation de la portée du programme pilote de transfert d'argent au niveau national, coûterait quatre fois moins cher qu'un programme alimentaire qui produirait le même bénéfice.<sup>43</sup> De tels programmes peuvent également contribuer à améliorer la responsabilité des gouvernements face à leurs populations. Pour fonctionner correctement, les programmes de protection sociale ont besoin d'une direction claire au plus haut niveau gouvernemental et d'un financement durable de la part des gouvernements et des donateurs.<sup>44</sup> Le mélange approprié d'interventions de différents types devra s'adapter aux besoins locaux, et les programmes devront être conçus avec soin pour éviter les risques de corruption et d'abus

politiques. Là où les Etats sont faibles, où il y a des conflits ou des problèmes de corruption au niveau du gouvernement, il faudra faire circuler les ressources à travers les autorités locales, les communautés ou les ONG.

### 3. S'attaquer aux causes profondes

L'aide d'urgence a, sans aucun doute, contribué à sauver de nombreuses vies et à réduire la faim. Mais elle ne peut pas se substituer à des programmes de développement sur le long terme ou à des réformes structurelles indispensables pour attaquer les causes profondes des crises alimentaires. Les situations varient énormément suivant les pays, mais les causes déterminantes sont souvent les mêmes : l'augmentation de la pauvreté, la mauvaise gestion et la négligence agricole, les réglementations commerciales injustes, les conflits et les menaces sans précédent que font peser le VIH/Sida et le changement climatique.

#### La pauvreté

*« Lorsque j'ai vu cela sur la route, j'ai pensé, Dieu m'a entendue, il vient juste de me donner de la nourriture. J'étais allée supplier qu'on me donne quelque chose pour mes enfants. Et je suis arrivée ici, je ne sais pas pourquoi, c'est peut-être Dieu qui m'a guidée et j'ai trouvé cette nourriture. Je ne sais pas si je dois continuer à ramasser cette nourriture ou si je dois rentrer à la maison pour aller nourrir mes enfants qui attendent et qui ont faim. Ils n'ont rien mangé depuis hier ».*

Naramat Kuyato est une femme rencontrée sur le bord de la route dans le District de Ngorongoro, au nord de la Tanzanie (elle était en train de ramasser des grains de maïs qui étaient tombés au passage d'un véhicule), avril 2006.

La pauvreté, aggravée par les problèmes de santé et le manque d'éducation, est l'une des causes majeures de la faim.<sup>45</sup> La faim, à son tour, perpétue la pauvreté en détériorant la capacité des gens à apprendre et à subvenir à leurs besoins. Certains pays africains ont réussi à réduire la pauvreté endémique mais, de manière générale, le nombre de personnes qui survivent avec moins d'un dollar par jour en Afrique Subsaharienne a presque doublé depuis 1981, pour atteindre 313 millions de personnes en 2001, soit 46% de la population.<sup>46</sup>

Le débat politique actuel tend dans son ensemble à expliquer la pauvreté de l'Afrique par la mauvaise gouvernance, la corruption et le clientélisme (le fait d'échanger des votes contre des faveurs).<sup>47</sup> Une

analyse récente de la FAO montre que les pays où la sécurité alimentaire s'est détériorée le plus sont ceux où les gouvernements sont les moins stables, l'ordre et la loi les plus faibles et la corruption la plus généralisée.<sup>48</sup> L'expérience d'Oxfam montre que les déséquilibres de pouvoir et le manque de volonté politique de traiter la pauvreté, les inégalités et la faim constituent souvent la base d'un problème de fond. La négligence des gouvernements ou l'hostilité envers certains groupes sociaux particuliers, comme les éleveurs nomades, les femmes ou les minorités ethniques sont des facteurs déterminants d'exacerbation de l'insécurité alimentaire. Dans la Corne de l'Afrique, par exemple, 40% de la population chroniquement pauvre et souffrant d'insécurité alimentaire est constituée de éleveurs nomades. Au Zimbabwe, l'opération « Clean Up » a été un facteur aggravant de l'insécurité alimentaire ; en 2005, des opérations de razzia, couvertes par le gouvernement, ont été menées à l'encontre des vendeurs informels et ont affecté 700 000 personnes dont la plupart ont fini par perdre leurs maisons et leurs moyens d'existence.

#### **Le pastoralisme**

*« Il ne s'agit pas exclusivement de pastoralisme et d'eau, mais aussi de marginalisation ; il s'agit de politiques concernant le pastoralisme qui n'ont pas fonctionné et qui nous ont laissés de côté ».*

Edaan Johnmark, Partenaire d'Oxfam, Riam Riam, Turkana, nord du Kenya

Les éleveurs nomades sont parmi ceux qui ont ressenti le plus durement les récentes crises alimentaires du Niger et du Kenya. Leur vulnérabilité est liée à une succession d'incompréhension gouvernementale, de méfiance et de négligence. Dans la plupart des pays africains, les éleveurs nomades sont une minorité, dont le mode de vie est perçu comme primitif et démodé par des fonctionnaires gouvernementaux qui considèrent qu'ils doivent s'adapter aux systèmes de développement et de fourniture des services qui fonctionnent pour le plus grand nombre. Dans ces communautés, les femmes sont doublement désavantagées, du fait des limitations qu'elles subissent au sein de leurs propres sociétés. Par exemple, bien souvent il leur est interdit d'accéder à la propriété ou d'assumer un rôle public. Malgré ces problèmes, le pastoralisme est le moyen d'existence le mieux adapté aux vastes plaines semi-arides du Sahel et dans un environnement politique adapté il peut s'avérer très productif.

La principale pression en faveur d'une gouvernance inclusive et favorable aux pauvres devra venir de l'intérieur ; des dirigeants progressistes, de la société civile et des médias. Il n'en reste pas moins que les politiques des pays riches ont également exercé une influence contraignante et particulièrement forte sur le

développement tout au long de l'histoire de l'Afrique. Depuis les années 1980, des remises de dette inadaptées, une aide au développement progressivement réduite et de mauvaise qualité, des conseils partiels de la part des donateurs, des conditions d'aide liées qui ont forcé les pays à adopter des politiques néfastes pour leur agriculture, et des réglementations commerciales injustes sont autant de facteurs qui ont contribué à provoquer une croissance très lente en Afrique Subsaharienne, amplifiant ainsi les problèmes causés par la mauvaise gouvernance.<sup>49</sup> Il existe également des preuves démontrant que les donateurs internationaux n'ont pas toujours été rigoureux dans la mise en pratique des conditions liées à certains emprunts et certaines aides conçus pour promouvoir une meilleure gouvernance, et qu'ils ont ainsi contribué à l'existence d'une culture de clientélisme et de corruption.<sup>50</sup>

Même s'ils sont largement insuffisants par rapport aux besoins, les engagements pris en 2005 par le G8, d'augmenter l'aide au développement et d'annuler des dettes afin de réduire la pauvreté doivent se traduire en action. Les pays donateurs doivent également garantir que leurs politiques internationales au sens large – qu'il s'agisse de commerce, d'énergie ou de sécurité – ne sont pas en contradiction avec leur engagement de réduire la pauvreté.

Les craintes que l'aide soit siphonnée par des élites corrompues ou utilisée à des fins politiques ne devraient pas servir d'excuse à l'inaction : il existe des preuves démontrant que l'aide au développement a produit des ressources vitales pour le développement humain en Afrique, et la plupart des études montrent qu'elle a contribué à la croissance.<sup>51</sup> Bien plus, l'environnement politique de l'aide s'améliore. De nombreux gouvernements d'Afrique Subsaharienne commencent à développer des stratégies de réduction de la pauvreté. Il y a eu un mouvement parmi les donateurs pour garantir que l'aide soit utilisée pour réduire la pauvreté et non pour servir leurs propres intérêts commerciaux ou politiques.<sup>52</sup> Il est cependant possible d'aller encore plus loin. Les gouvernements peuvent accélérer leurs efforts pour réduire la pauvreté et travailler avec les administrations locales et les groupes issus de la société civile afin de garantir que les programmes soient conçus pour réduire la corruption. Les donateurs peuvent apporter un soutien financier pour permettre à la société civile de suivre et contrôler les flux de l'aide. Ils peuvent aussi contribuer à réduire les tentations de corruption en s'assurant que les gouvernements ont suffisamment de ressources pour embaucher des employés compétents et payer des salaires appropriés.<sup>53</sup>

## L'agriculture

Dans un futur immédiat, les efforts pour attaquer les causes profondes de la faim dans la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne devraient se concentrer principalement sur le secteur rural qui compte 70% de la population et les deux tiers des moyens d'existence.<sup>54</sup> Même si l'insécurité alimentaire augmente dans les zones urbaines et péri-urbaines, particulièrement là où le VIH/Sida est prévalent, la grande majorité des pauvres et malnutris d'Afrique vivent encore dans les zones rurales.<sup>55</sup> Malgré cela, l'une des principales causes sous-jacentes des crises alimentaires est la négligence gouvernementale ou la mauvaise gestion de l'agriculture, accompagnée par de mauvais conseils et des conditionnalités néfastes imposées par les donateurs. Il est crucial que l'effort conjoint que les gouvernements africains et les donateurs ont promis de faire pour éradiquer la pauvreté à travers le Partenariat Nouveau pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et la Commission Africaine, se concrétisent par des politiques agricoles efficaces qui fassent participer les petits agriculteurs, les éleveurs nomades et les femmes et placent les priorités de ces groupes au centre de leurs décisions.<sup>56</sup> Au sein de ces groupes, même des gains modestes en terme de rendements ou de revenus peuvent avoir une importance énorme pour réduire la faim et la pauvreté.<sup>57</sup> Il est prouvé que les pays qui ont une meilleure sécurité alimentaire sont ceux dans lesquels le gouvernement s'engage fortement en faveur du secteur agricole de petite envergure.<sup>58</sup> Il est également démontré que la croissance agricole peut entraîner la croissance du reste de l'économie.<sup>59</sup>

### **Investir dans les pauvres des zones rurales**

Des politiques agricoles en faveur des pauvres impliqueront une augmentation significative de l'investissement dans les zones rurales. Le NEPAD a estimé qu'il faudrait près de 18 milliards de \$ par an pour pouvoir atteindre l'objectif fixé par le Sommet alimentaire mondial qui est de diminuer de moitié la faim en Afrique.<sup>60</sup> Il propose également que l'Afrique augmente sa contribution domestique en faveur de l'investissement agricole, pour passer de la base actuelle d'environ 35% à environ 55% d'ici à 2015.<sup>61</sup>

Au sommet de juillet 2003 de l'Union Africaine, les dirigeants ont endossé la « Déclaration de Maputo sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique », qui les engageait à augmenter leurs dépenses agricoles pour atteindre au moins 10% de leurs budgets annuels respectifs.<sup>62</sup> C'est un pas bienvenu, mais une estimation suggère que les gouvernements ne consacrent toujours en moyenne que 5% de leurs budgets à l'agriculture, même si tant de personnes en dépendent comme source principale de revenus.<sup>63</sup>

Trop souvent le financement budgétaire limité alloué à l'agriculture en Afrique ignore les petits agriculteurs et les éleveurs nomades. Par exemple, le Ministère de la planification économique et du développement du Malawi a récemment préparé une stratégie de croissance comportant une réallocation des ressources qui supprime des dépenses en faveur des pauvres afin de stimuler la croissance du secteur public.<sup>64</sup> Au Kenya, le gouvernement dispose bien d'un Plan de développement des terres arides pour combattre la pauvreté et la vulnérabilité des personnes qui vivent dans ces régions, mais il n'est pas appliqué.

En outre, l'aide extérieure au développement destinée à l'agriculture africaine a très fortement décliné.<sup>65</sup> L'aide à la production agricole en Afrique Subsaharienne a décliné de 43% entre 1990-92 et 2000-02, pour passer d'un total moyen de 1,7 milliards de \$ à 974 millions de \$, même si récemment une légère augmentation a été observée.<sup>66</sup> De la même manière, les chiffres de la FAO et de l'UA indiquent qu'après un pic à 4,8 milliards de \$ en 1989, l'aide d'ensemble (y compris à la production, aux infrastructures et à la commercialisation) destinée au secteur rural en Afrique, est retombée à juste un peu plus de 2,5 milliards de \$ après 1997, avant d'augmenter à nouveau pour atteindre 3,4 milliards de \$ en 2002.<sup>67</sup> Entre 1997 et 2001, les crédits de la Banque Mondiale pour l'agriculture ont également baissé de 30%.<sup>68</sup>

### **Soutenir les moyens d'existence ruraux**

*« Lorsqu'il s'agit de formuler des politiques, il faudrait le faire de la base vers le haut, alors qu'en ce moment cela vient du haut vers le bas et cela cause des problèmes. S'ils prennent des décisions qui vont m'affecter et que nous ne les avons pas formulées ensemble, comment est-ce que je peux être d'accord ? C'est mon droit humain fondamental d'être impliqué dans les questions qui me touchent ».*

Ephrem, éleveur Nomade Masaï, Ngorongoro, Tanzanie, avril 2006

Par expérience, nous savons qu'investir à long terme dans des programmes de développement rural avec des groupes vulnérables peut jouer un rôle crucial et réduire l'insécurité alimentaire. Des ressources supplémentaires devraient être injectées pour permettre aux populations d'obtenir des intrants agricoles essentiels comme des semences, des outils, des engrais et du crédit ; pour améliorer l'accès aux marchés ; et contribuer au développement d'activités non agricoles génératrices de revenus. L'investissement dans la conservation de l'eau et dans les systèmes d'irrigation à petite échelle est également vital, parce qu'une grande partie de l'agriculture africaine est encore dépendante des pluies et soumise aux aléas du temps.<sup>69</sup> Dans tous ces domaines, les technologies de pointe peuvent

contribuer à améliorer la productivité et les revenus. Cependant, dans de nombreux cas des technologies simples, comme des techniques de conservation de l'eau, des petits tracteurs, des charrettes à mains et des séchoirs peuvent changer beaucoup de choses. Finalement, il est vital d'améliorer les services de santé et d'éducation pour que les populations aient une chance de se sortir de la pauvreté grâce à leur travail.

#### **Soutenir les moyens d'existence – relier l'aide et le développement**

*« Le programme a donné une stabilité aux familles dans la mesure où les hommes n'avaient plus besoin de quitter les villages et nous n'avions plus besoin de contracter des dettes pour acheter de la nourriture. En plus, nous pouvons stocker notre nouvelle récolte parce qu'il nous reste de la nourriture du programme ».*

*Une femme à Dakoro, Niger*

Au moment du pic de l'urgence au Sahel, Oxfam a pu aider les gens et leur éviter de s'enfoncer davantage dans les dettes en payant un prix normal pour les animaux affaiblis qui ont ensuite été abattus et utilisés pour nourrir les membres les plus vulnérables de la société. Ces mesures ont été accompagnées d'un programme de bons et « d'argent contre travail » dans lequel les habitants du nord du Mali et du sud du Niger ont été payés pour travailler sur des projets communautaires. Plus de 8 000 bêtes affaiblies ont été achetées et abattues, 960 hectares de pâturages ont été replantés et 30 barrages traditionnels ont été reconstruits. Une fois le pic de la crise passé, Oxfam a continué à soutenir les mêmes communautés grâce à l'organisation de foires au bétail et aux semences, ce qui a permis à des centaines d'agriculteurs et de éleveurs d'avoir des choix pour reconstruire leurs moyens d'existence. Ce niveau de soutien continu et adapté est essentiel pour éviter que les communautés ne s'enfoncent encore plus profondément dans les dettes à chaque fois qu'un choc extérieur se produit. »

Source: Oxfam

Il n'en reste pas moins que la pauvreté et l'insécurité alimentaire sont également causés par des déséquilibres de pouvoir, qui sont à la fois cause et conséquence d'un manque d'accès aux ressources.

L'expérience acquise par Oxfam tend à suggérer que les programmes de développement les plus efficaces sont ceux qui donnent aux communautés locales le pouvoir d'articuler leurs besoins, de revendiquer leurs droits et d'influencer ceux qui sont au pouvoir pour qu'ils répondent à leurs préoccupations. A Wajir, dans le nord du Kenya, les éleveurs nomades ont établi 32 associations au niveau du district et du pays. Il est également crucial que les femmes soient impliquées dans les programmes de développement et qu'elles en bénéficient. En Afrique, les femmes sont responsables de 70% de la production de nourriture, d'une grande partie de la vente de la production familiale et de la moitié de l'élevage ; elles ont en plus

pour tâche de préparer la nourriture, de trouver du combustible, de collecter l'eau et de s'occuper des enfants, des malades et des vieux.<sup>70</sup> Les améliorations de l'éducation et du revenu des femmes ont un impact majeur dans la réduction de la malnutrition des enfants.<sup>71</sup>

### **Améliorer l'accès à la terre**

Même si la problématique de la disponibilité de la terre est moins pressante en Afrique Subsaharienne qu'en Asie et en Amérique Latine, le paysannat sans terre, les schémas faussés de propriétés et un régime foncier précaire s'inscrivent comme les principales causes d'insécurité alimentaire et de pauvreté.

Dans certaines parties d'Afrique Australe, le secteur agricole se caractérise encore par une structure héritée du colonialisme qui consiste en d'immenses domaines qui occupent les terres arables les plus fertiles et de minuscules exploitations qui ne reçoivent que les sols les moins fertiles pour lesquels seul la culture sous pluie convient; c'est dans ces petites fermes que vit l'immense majorité des paysans pauvres.

Le renforcement du droit à la terre pour les groupes les plus pauvres et marginalisés, et l'instauration d'une réforme basée sur le redistribution des terres, implique des décisions difficiles concernant non seulement les compensations, mais également la nécessité d'assurer une assistance technique appropriée et un accès à des intrants agricoles. Cependant ces mesures peuvent s'avérer essentielles pour améliorer la sécurité alimentaire.

Les efforts à fournir pour améliorer le droit des femmes sur la terre, y compris le droit d'en hériter, sont conséquents. Bien souvent, les femmes n'ont aucun droit sur la terre même lorsqu'elles sont chefs de famille ou responsables de la production alimentaire. Cela les empêche de mettre la terre en hypothèque pour un crédit et freine des investissements qui pourraient contribuer à réduire leur vulnérabilité. A la mort de leur mari, dans de nombreux pays africains, les femmes perdent tout droit de cultiver leurs terres.<sup>72</sup>

Au Sahel et en Afrique de l'Est, les éleveurs nomades ont profondément souffert de la privatisation et de la clôture de terres communes ainsi que de l'annexion de pâturages pour un usage non pastoral.<sup>73</sup>

## **Repenser le rôle de l'Etat**

L'échec des réformes de marchés introduites dans les années 1980 par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, et appuyées par les principaux donateurs, a livré un enseignement significatif : l'action de l'Etat est nécessaire pour réussir à garantir la sécurité alimentaire. C'est particulièrement vrai dans les zones rurales de l'Afrique, où les marchés sont souvent très faibles, inéquitables et soumis à des risques,<sup>74</sup> et où l'instabilité des prix est un problème fondamental.

Des politiques de marché libre étaient supposées éradiquer le déséquilibre urbain ainsi que l'inefficacité et la corruption qui étaient associées aux précédentes politiques d'interventionnisme d'Etat. Il est cependant, de plus en plus reconnu, que ces mesures étatiques n'ont pas réussi à produire la croissance substantielle nécessaire à une réduction de la pauvreté rurale et à une augmentation de la sécurité alimentaire.<sup>75</sup> Après un déclin marqué dans les années 1970 et au début des années 1980, la production alimentaire per capita a stagné.<sup>76</sup>

La capacité de l'Etat à intervenir sur les marchés alimentaires a été réduite mais l'émergence d'un secteur privé suffisamment solide pour combler l'espace devenu libre n'a pas été garantie préalablement.<sup>77</sup> Ce phénomène constitue un problème majeur. Là où les marchands privés sont venus remplacer l'Etat, ils l'ont parfois fait dans des conditions très défavorables pour les agriculteurs pauvres. Dans de nombreux cas, les paysans se sont retrouvés dans une situation alimentaire encore plus précaire et les gouvernements encore plus dépendants des flux imprévisibles de l'aide internationale.<sup>78</sup>

Même si peu de gens recommandent un retour total aux politiques interventionnistes du passé, nombreux sont ceux qui reconnaissent l'importance du rôle de l'Etat dans la fourniture des infrastructures et des biens publics. C'est également l'Etat qui doit fixer un cadre législatif pour une réforme foncière et qui doit fournir l'assistance technique nécessaire. On reconnaît maintenant qu'une intervention directe de l'Etat – sous la forme de réserves de grains pour stabiliser les prix, de transferts d'espèces, ou d'intrants agricoles gratuits ou subventionnés – peut constituer un moyen moins coûteux et plus efficace de garantir la sécurité alimentaire. La Banque Mondiale, par exemple, vient de l'admettre en ce qui concerne différents projets gouvernementaux sur les intrants.<sup>79</sup>

La formule appropriée pour les interventions devrait être déterminée au cas par cas lors d'un processus consultatif entre les gouvernements, la société civile et les donateurs. Là où les marchés

fonctionnent, les gouvernements peuvent fournir des transferts de liquidités pour permettre aux gens d'acheter des intrants agricoles, tout en couvrant leurs besoins immédiats de consommation. Une autre approche actuellement étudiée de près est le programme des intrants ciblés adopté par le gouvernement du Malawi qui consistait en l'offre d'un petit pack d'intrants gratuits, comprenant suffisamment d'engrais pour environ 0,1 hectare, et qui a été distribué en masse aux petits agriculteurs. Il y a lieu de penser que ce programme a augmenté la productivité et le rendement du maïs, et, grâce à cela, le revenu des agriculteurs concernés.<sup>80</sup> Néanmoins, cette approche est susceptible de ne pas offrir autant de choix aux agriculteurs que les transferts de liquidités. Une autre façon de procéder consiste à donner des subventions ciblées, il faut cependant faire attention qu'elles ne soient pas détournées par des groupes plus riches. Subventionner les organisations de producteurs et les coopératives est une autre manière de garantir les intrants et les services destinés aux petits agriculteurs et aux éleveurs nomades, particulièrement si la corruption empêche toute intervention gouvernementale.

Cependant, des efforts colossaux seront nécessaires pour améliorer la qualité des interventions gouvernementales et réduire les risques d'abus politique et de corruption. Autant les gouvernements que les donateurs doivent renoncer à des interventions sur le court terme, souvent hautement politisées, et leur préférer des stratégies sur le long terme, plus prévisibles et susceptibles d'apporter un soutien réel aux petits agriculteurs. Selon un rapport récent sur le Malawi, les approches des donateurs au niveau du secteur agricole se sont caractérisées par une réflexion à court terme et un excès de compétitivité : des critiques qui sont habituellement celles que les donateurs font aux gouvernements africains.

Du fait de l'influence énorme exercée par les donateurs sur la politique gouvernementale, tout cela a contribué à l'adoption de politiques agricoles incohérentes et contradictoires qui se sont révélées néfastes pour les pauvres et ont augmenté l'insécurité alimentaire.<sup>81</sup>

## Des règlements commerciaux injustes

Le commerce international des produits agricoles peut à la fois améliorer et dégrader la sécurité alimentaire en Afrique. Du côté positif, les importations peuvent permettre à des pays qui ont un déficit alimentaire de couvrir les besoins de leur population, alors que des exportations comme le coton et le café peuvent fournir aux agriculteurs un revenu en liquide très précieux compléter leur

production alimentaire. Bien que les perspectives limitées pour certains produits d'exportation devraient pousser les agriculteurs africains à se concentrer sur la fourniture de produits de base destinés à leurs marchés domestiques et régionaux,<sup>82</sup> parce que des politiques injustes poursuivies par certains pays industrialisés ont trop souvent une influence négative et rendent le commerce agricole des cultures de rente beaucoup moins lucratif qu'il ne devrait normalement l'être.

La pauvreté des zones rurales de l'Afrique Subsaharienne est aggravée par une dépendance excessive envers l'exportation d'un petit nombre de matières premières agricoles, dont bon nombre sont victimes, au niveau mondial, de prix volatiles et en baisse. En 2002-2003, par exemple, un effondrement des prix du café a contribué à la crise alimentaire éthiopienne de la même année.<sup>83</sup> Une grande partie du problème est due au fait que le FMI et la Banque Mondiale ont activement promu, à travers l'ensemble du monde en développement, une croissance économique tirée par les exportations, principalement pour payer les obligations de la dette, ce qui a engendré une augmentation des quantités disponibles sur le marché et une chute des prix mondiaux de produits comme le cacao, le sucre et le café. Les pays éprouvent des difficultés pour s'orienter vers la fabrication et la vente de produits transformés dont les prix seraient plus stables, du fait des barrières douanières des pays riches. Ce n'est pas un hasard si l'Allemagne est un exportateur important de café torréfié...

Malgré quelques progrès qui furent les bienvenus de la part de l'UE et du Canada quant à l'amélioration de l'accès à leurs marchés pour les exportations en provenance des pays les moins développés, dont la plus grande partie se trouvent en Afrique Subsaharienne, le monde industrialisé maintient malgré tout une série de barrières douanières et non douanières significatives, comme par exemple des normes de sécurité excessives sur la nourriture. Selon une étude de la Banque Mondiale, neuf pays africains risquent de perdre 670 millions de \$ d'exportation de fruits secs et de noix à cause d'une norme de l'UE qui, en réalité, n'apporte aucun bénéfice de santé significatif aux consommateurs.<sup>84</sup>

Les conditions liées aux emprunts contractés envers le FMI, durant les années 1980 et 1990, obligeaient de nombreux pays africains à réduire leurs taxes et leurs quotas sur les produits agricoles importés, augmentant ainsi les importations et réduisant les prix sur le marché domestique. S'il est vrai que la répercussion d'une telle baisse de prix sur le consommateur peut constituer un certain bénéfice pour les familles urbaines à faibles revenus, elle ébranle la production domestique des produits de base et contribue à l'aggravation de la pauvreté rurale.

L'UE et les Etats-Unis sont également coupables porter atteinte aux moyens d'existence dans les pays africains en soutenant leurs propres agriculteurs avec plus de 300 milliards de \$ par an de subventions, et en se débarrassant ensuite de leurs surplus sur les marchés mondiaux, ce qui fait baisser les prix. Les exportations américaines de coton subventionné ont coûté à l'Afrique de l'Ouest au moins 200 millions de \$ par an en perte de gains, des gains qui seraient allés aux petits producteurs des pays les plus pauvres.<sup>85</sup>

Les pays riches et les industries agro-alimentaires internationales rejettent largement les mesures destinées à stabiliser les prix volatiles des produits de base qui sont à l'origine de tant de difficultés pour les producteurs africains. En même temps, et par une démonstration éblouissante de normes à double vitesse, les pays industrialisés, au cours de leurs négociations commerciales à l'OMC, continuent de refuser de diminuer suffisamment leurs subventions agricoles, maintiennent des niveaux excessifs de protection et interdisent aux pays en développement la flexibilité qui leur permettrait de défendre les agriculteurs pauvres contre les importations à prix cassés. Ce type de comportement est en parfaite contradiction avec les engagements maintes fois répétés par les pays riches de réduire la pauvreté et la faim en Afrique.

## Les conflits

*« La principale raison se cachant derrière les armes n'est pas la criminalité, c'est l'auto préservation. La nécessité de vivre un jour de plus. Nos voisins sont armés et nous risquons l'extermination. Nous devons réussir à être responsables sans agression ».*

Edaan Johnmark, partenaire d'Oxfam, Riam Riam, Turkana, nord du Kenya

Les conflits et le déplacement ou l'exil de millions de personnes qui en résultent, sont responsables de plus de la moitié des urgences alimentaires répertoriées en Afrique à la date de février 2005.<sup>86</sup> Le taux très élevé de malnutrition chronique en République Démocratique du Congo – 71% de la population en 2002 – se doit en grande partie à la guerre civile prolongée qui y sévit.<sup>87</sup>

Un conflit, cela perturbe l'activité économique, réduit les investissements et engendre des détournements de ressources au profit d'objectifs militaires. De nombreuses personnes doivent se déplacer ou se réfugier dans les centres urbains, fuir le pays ou se faire enrôler, elles sont blessées, tuées et d'une manière ou d'une autre doivent abandonner leurs exploitations, ce qui implique des conséquences dramatiques en terme de production alimentaire. La

peur et l'insécurité empêchent les gens de s'occuper correctement des fermes et du bétail. Les infrastructures rurales et les marchés sont souvent détruits et les champs cultivables deviennent inaccessibles à cause des mines. L'insécurité limite la mobilité et les pâturages, et la paupérisation due au conflit pousse les gens à entreprendre des activités risquées et illégales.

Certes, ces effets sont parfois le résultat involontaire des conflits mais ils peuvent également faire partie d'une stratégie de guerre. Le Droit International Humanitaire défend aux parties en conflit de cibler les stocks alimentaires civils, les récoltes et le bétail. Les déplacements forcés de population sont formellement interdits. Les gouvernements ont également l'obligation de protéger les civils en période de conflit et de leur fournir une assistance humanitaire ou d'en faciliter la l'apport par des organisations impartiales. Néanmoins, il arrive parfois que les parties en conflit refusent l'accès à la nourriture à certaines communautés ou à certains groupes ethniques soupçonnés de soutenir l'opposition. Cela peut prendre la forme d'actes délibérés comme le bombardement d'exploitations agricoles, ou une razzia sur les troupeaux ; ou d'actes par omission comme lorsque les autorités oublient de déclarer une urgence; ou encore le blocage, la confiscation de certains contingents d'aide sélectionnés avec minutie. Au Darfour, l'incapacité du gouvernement à contrôler la violence à l'encontre de groupes ethniques principalement sédentaires, perpétrée par des groupes d'opposants nomades, a laissé 3,4 millions de personnes dépendantes de l'aide alimentaire. A ce triste palmarès, nous pouvons rajouter de récents évènements tels que la destruction intentionnelle de grandes étendues de terres cultivées pour empêcher 1,8 millions de déplacés internes qui vivent dans des camps de retourner dans leurs exploitations.

### **Vingt années de guerre dans le nord de l'Ouganda**

Cela fait 20 ans que le nord de l'Ouganda est enlisé dans un conflit mortel et terrifiant entre le gouvernement et la Lords Resistance Army (l'Armée de Résistance du Seigneur). Ce conflit a déplacé 1,8 millions de personnes. 78% de ces familles n'ont pas accès à la moindre terre et 84% d'entre elles dépendent d'une aide alimentaire pour survivre; il y a pratiquement 900 morts supplémentaires par semaine. Cette situation a entraîné des niveaux élevés de malnutrition chronique : environ 48% des enfants du district de Kitgum sont rachitiques. Le coût économique de cette guerre pour la région est d'environ 864 millions de \$ - principalement constitué par la perte de production agricole et de productivité de travail.

*Source: Civil Society Organisation for Peace in Northern Uganda (CSOPNU), mars 2006, Comptabiliser les Coûts: Vingt Ans de guerre dans le nord de l'Ouganda.*

Il ne peut pas y avoir de solution radicale à la crise alimentaire en Afrique sans une solution aux conflits armés. La responsabilité en incombe principalement aux gouvernements africains et aux autres combattants non étatiques, mais aussi à l'UA, qui, avec le soutien de la communauté internationale, doit affronter ce défi. C'est également la responsabilité de la communauté internationale. Lors du Sommet Mondial des Nations Unies de 2005 il avait été déclaré que les gouvernements nationaux ont pour première responsabilité de protéger leurs populations, mais tous les gouvernements au-delà de l'Afrique partagent également cette responsabilité.

Les pays riches doivent s'impliquer plus sérieusement dans la recherche de la paix en Afrique. Entre autres mesures, ils devraient augmenter leur soutien aux missions de maintien de la paix de l'UA et des Nations Unies, ils devraient également exercer un contrôle strict sur la fourniture d'armes dans la région et limiter les importations de ressources naturelles dont l'exploitation peut alimenter les conflits. Ils doivent aussi s'assurer que les compagnies qui dépendent de leur juridiction n'exacerbent pas les conflits à travers l'exploitation illégale ou contraire à l'éthique des ressources naturelles de ces pays.

Il faut un changement radical dans la générosité et l'urgence avec lesquelles les missions de maintien de la paix sont fournies à des pays comme le Soudan et la République Démocratique du Congo. La Force d'Intervention Africaine de l'UA doit être mise sur pied le plus rapidement possible. Les négociations pour conclure un Traité International sur le Commerce des Armes risquent de prendre des années, mais elles doivent au moins débuter en 2006.

De telles activités doivent s'accompagner d'un investissement considérable dans la réduction de la pauvreté et le soutien pour une

gouvernance responsable, ce qui pourrait grandement contribuer à la réduction des conflits. Lorsqu'un conflit est terminé, il faut une aide durable et d'une plus grande ampleur encore pour éviter que des pays comme le Sierra Leone et le Liberia ne retombent dans la violence. Cette aide doit être une aide qui tient compte de la situation conflictuelle ; elle doit être utilisée pour favoriser une réintégration efficace des anciens combattants au sein d'une société stable en leur fournissant des moyens d'existence pacifiques, l'alternative la plus sûre à la violence.

## Le VIH/Sida

Il y a 26 millions de personnes qui vivent avec le VIH en Afrique Subsaharienne, ce qui représentent 60% de l'ensemble des personnes ayant contracté le virus dans le monde. Cela s'ajoute à toutes les autres affections comme la malaria, la tuberculose et la diarrhée. En 2005, le VIH/Sida a tué 2,4 millions de personnes en Afrique, principalement des adultes dans toute leur vigueur, affaiblissant la force de travail des pays, détruisant le capital humain des familles et des communautés, et laissant environ 12 millions d'orphelins. Les pays d'Afrique Australe sont tout particulièrement touchés.<sup>88</sup>

Le VIH/Sida est une tragédie humaine et aussi une menace pour la sécurité alimentaire. La maladie et la mauvaise santé réduisent la capacité des gens à cultiver leurs terres ou à travailler ailleurs que dans des exploitations agricoles. La mort empêche les parents de transmettre des compétences vitales, agricoles ou autres, à leurs enfants. Le temps passé à s'occuper des autres, une tâche qui échoit très souvent aux femmes, réduit d'autant le temps disponible pour un travail productif. La nécessité de payer des médicaments signifie que les familles doivent vendre leurs outils agricoles et parfois même les terres qui les font vivre. La production de maïs dans les fermes communales au Zimbabwe est tombée de 54% entre 1992 et 1997, principalement à cause des maladies et des morts dues au Sida.<sup>89</sup> Cet état de fait crée un cercle vicieux dans la mesure où la malnutrition aggrave la vulnérabilité face aux infections opportunistes et au sida, tout en réduisant l'efficacité des antirétroviraux.

L'inégalité entre les sexes et les taux élevés d'abus sexuels dans certains pays rendent les femmes encore plus vulnérables face aux risques de contamination. Dans la mesure où les femmes sont en grande partie responsable de la production de nourriture et des soins procurés aux enfants, cette vulnérabilité se traduit par un impact négatif sur la nutrition des familles. Bien plus, dans certains pays, les veuves du Sida ont des difficultés à obtenir un crédit ou bien alors

elles perdent leurs droits à la terre ce qui rend leur tâche encore plus difficile pour subvenir aux besoins alimentaires de leurs familles.<sup>90</sup>

L'espoir réside dans le fait que la réaction au Sida, à la fois des gouvernements nationaux et de la communauté internationale, s'est améliorée au cours des dix dernières années. Il y a eu une augmentation des dépenses de santé de la part des gouvernements africains qui a été soutenue par une augmentation de l'aide et des annulations de dettes;<sup>91</sup> dans certains pays, les programmes de prévention contribuent à réduire les taux de contamination ; et des secteurs de plus en plus importants de la société civile, comme la Treatment Action Campaign et la Pan African Treatment Campaign, font pression sur les gouvernements pour qu'ils traitent la pandémie.

Malgré tout, la réponse est toujours loin d'atteindre l'ampleur nécessaire. En 2005, seulement un Africain sur dix recevait les médicaments contre le Sida dont il avait besoin.<sup>92</sup> Il faudra au moins 55 milliards de \$ sur les trois prochaines années pour fournir la prévention, les traitements et les soins nécessaires aux personnes qui vivent avec le VIH/Sida dans les pays en développement.<sup>93</sup> Les donateurs doivent augmenter leur assistance financière aux services de santé de façon extraordinaire pour qu'ils puissent combattre le VIH/Sida et les autres maladies qui handicapent tant de communautés africaines. Les compagnies pharmaceutiques devraient garantir des prix abordables pour les médicaments en proposant des tarifs préférentiels et en permettant aux fabricants de médicaments génériques de délivrer des versions moins coûteuses des molécules, dont elles détiennent la licence. Elles devraient également soutenir une réglementation plus flexible des licences lors des négociations d'accords commerciaux.

Ces considérations liées au Sida doivent également être incorporées à la conception des programmes de sécurité alimentaire et de développement. Cela peut se faire, par exemple, en favorisant des cultures, des technologies et des élevages qui exigent moins de travail et fournissent une alimentation plus nutritive. Les chèvres, les lapins et la volaille sont plus faciles à potagers et les arbres fruitiers peuvent être cultivés près des habitations, produisent à différents moments de l'année tout en ne demandant que des soins limités.<sup>94</sup>

## Changement climatique

*« Tout ce développement, comme les voitures, amène beaucoup de stress sur la terre, sans parler des plastiques que l'on brûle et qui envahissent l'air. Nous pensons qu'il existe de nombreuses relations entre ce phénomène et ce qui se passe en ce moment avec les sécheresses. Si vous apportez de l'huile et du pétrole et que vous les versez sur l'herbe, elle ne pousse plus, que font*

*dans ce cas là toutes ces voitures et toutes ces innovations à une zone plus grande ? Chaque jour les maladies augmentent... des maladies que nous n'avions jamais vues avant".*

Sesophio, membre d'une tribu Masaï du Serengetti déplacée par la sécheresse, Tanzanie, avril 2006

L'Afrique est le continent le plus vulnérable face au changement climatique du fait de sa pauvreté extrême et de sa dépendance envers les cultures sous pluie. Ainsi, même des changements minimes au niveau du climat, peuvent engendrer des impacts énormes. Les données climatiques concernant l'Afrique pour les 30 à 40 dernières années montrent que le continent s'est réchauffé, ce qui a contribué à rendre les pluies plus erratiques mais plus intenses, en d'autres termes il y a eu plus de sécheresses mais aussi plus d'inondations.<sup>95</sup> On estime que la désertification avance à un taux annuel de 3,5% en Afrique Subsaharienne, avec des taux encore plus élevés dans les zones arides et semi-arides. Si les tendances actuelles se poursuivent, certains modèles climatiques prévoient que d'ici à 2050 l'Afrique sera plus chaude de 0,5 à 2°C, que les pluies seront moins abondantes et que les taux d'évaporation seront encore plus élevés qu'à l'heure actuelle en Afrique du Nord et en Afrique Australe.<sup>96</sup> Tout cela va aggraver la vulnérabilité existante et l'insécurité alimentaire des petits agriculteurs et des éleveurs nomades qui rencontrent déjà d'énormes difficultés pour s'en sortir face à des pluies de plus en plus irrégulières et à une dégradation des sols toujours plus intense. On s'attend à ce que les récoltes subissent des baisses marquées en Afrique ce qui risque d'entraîner une baisse générale de la production.<sup>97</sup>

Une estimation crédible prévoit qu'il y aura en Afrique, d'ici à 2080, entre 55 et 65 millions d'habitants supplémentaires qui risquent de souffrir de la faim si les températures mondiales augmentent de plus de 2,5°C. Une étude publiée par Christian Aid en mai 2006, affirme que les maladies attribuables au changement climatique pourraient tuer 185 millions de personnes en Afrique au cours de ce siècle.<sup>98</sup>

Il est très probable que le changement climatique, en amenuisant les ressources, exacerbe les conflits. Oxfam a constaté à quel point une pression accrue sur les ressources a renforcé les tensions entre nomades et agriculteurs au Niger pendant la crise de 2005. On a également débattu sur le rôle joué par l'augmentation de la compétition pour les terres dans le déclenchement du conflit au Darfour.<sup>99</sup> Toute augmentation de la violence inter-communautaire peut être exploitée et dégénérer en conflits plus larges.

Les sociétés occidentales sont les principales responsables de la contribution humaine au réchauffement mondial. Si les

gouvernements occidentaux sont sincères dans leur volonté de s'attaquer à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire en Afrique, ils devront intensifier les efforts qu'ils font pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ils devraient également fournir une assistance financière suffisante pour aider les communautés et les gouvernements africains à s'adapter au changement climatique. De grosses économies émergentes comme la Chine, le Brésil et l'Inde devront prendre des mesures similaires.

Néanmoins, la sécheresse et la désertification sont également causées par des facteurs locaux. En Afrique de l'Est, la déforestation et l'exploitation commerciale des zones humides ont réduit de manière spectaculaire la pluviosité ainsi que la protection naturelle de l'environnement qui était fournie par l'humidité.<sup>100</sup> En Afrique de l'Ouest, une pression croissante de la population sur les terres, la déforestation, l'exploitation trop intense des pâturages ainsi que des pratiques agricoles et une gestion de l'eau inadaptées sont tous des facteurs qui ont contribué à l'avènement de la sécheresse et de la désertification.<sup>101</sup>

Les gouvernements africains doivent donc intensifier leurs efforts pour mettre en place des programmes de reforestation, réparer les dommages causés à la forêt et aux ressources des zones humides, réguler les activités commerciales et développer des plans d'adaptation au climat.<sup>102</sup> Ces derniers devraient inclure la diversification des cultures et des moyens d'existence, y compris l'introduction d'activités non agricoles moins sensibles aux variations climatiques. Ces plans doivent évidemment être intégrés aux stratégies économiques et aux projets de réduction de la pauvreté

## **4 Recommandations pour atténuer et prévenir les crises alimentaires**

Chercher à résoudre les problèmes décrits dans ce document peut sembler une tâche insurmontable. Mais au cours de l'année passée, les gouvernements africains et la communauté internationale ont pris des engagements sans précédent afin de s'attaquer à la pauvreté et à la faim. Les gouvernements se sont engagés à réduire la faim dans le monde de moitié d'ici à 2015, et il s'agit d'un élément capital des Objectifs de Développement du Millénaire. De nombreux membres de l'UA ont identifié l'agriculture et la sécurité alimentaire comme des objectifs politiques importants, et certains, dont l'Afrique du Sud ont inscrit le droit à la nourriture dans leur constitution. L'UA et le NEPAD ont développé un Programme de Développement Agricole pour l'Afrique<sup>103</sup>, la Commission pour l'Afrique a demandé qu'on

accorde plus d'attention à l'agriculture et finalement, le G8 et le sommet des Nations Unies de 2005 ont demandé une aide accrue pour réduire la pauvreté et la faim en Afrique. Le défi consiste maintenant à développer une volonté politique, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique, capable de traduire ces promesses en actes durables et efficaces qui produisent des bénéfices concrets pour les personnes pauvres. L'action internationale doit être sous-tendue par une gouvernance responsable et inclusive qui soit favorable aux pauvres au sein même des sociétés africaines.

## Améliorer la réponse humanitaire

- Des systèmes d'alerte précoce améliorés sont nécessaires et ils doivent inclure des indicateurs concernant l'accès à la nourriture et aux marchés que la disponibilité de la nourriture.
- Les pays donateurs devraient garantir une assistance d'urgence plus rapide et plus équitable en consacrant 1 milliard de \$ au nouveau Fonds d'urgence mondial des Nations Unies (CERF).
- Les gouvernements devraient mettre en place le personnel et les structures nécessaires afin de répondre efficacement aux crises alimentaires et intégrer des mesures de prévention, de capacité de réaction et d'atténuation des catastrophes à leurs stratégies de réduction de la pauvreté.
- Les gouvernements, les donateurs et les agences des Nations Unies devraient mettre fin à leur système de préférence pour l'assistance alimentaire et devraient s'assurer qu'ils utilisent un mélange flexible et approprié de types d'assistance d'urgence qui permette de soutenir les moyens d'existence tout en couvrant les besoins immédiats. Pour cela, il faut que les donateurs suppriment les conditionnalités de l'aide alimentaire et qu'ils augmentent le financement destiné à l'achat de nourriture au niveau local et le transfert de liquidités. Les efforts d'urgence doivent être soutenus par des initiatives de développement.
- Les gouvernements devraient établir des projet de « protection sociale » sur le long terme pour les personnes touchées par une insécurité alimentaire chronique et prévisible, soutenus par un financement des donateurs sur le long terme.
- Les Nations Unies devraient améliorer leur coordination et leur performance dans le cadre des interventions d'urgence durant les crises alimentaires, cette amélioration devrait inclure un rôle-clé de promoteur de la sécurité alimentaire que la FAO pourrait endosser.

- Des accords internationaux sont nécessaires pour fixer des critères qui permettent de mesurer et comparer les besoins humanitaires et l'insécurité alimentaire afin de les intégrer aux Systèmes d'Alerte Rapide et aux évaluations de besoins.

## S'attaquer aux causes profondes

- L'Union Africaine devrait se lancer pour défi de résoudre les grandes guerres qui déchirent l'Afrique. Les pays industrialisés devraient augmenter leur soutien aux missions de maintien de la paix de l'UA et des Nations Unies, ils devraient contrôler l'approvisionnement en armes et régler la commercialisation des ressources naturelles dont l'exploitation alimente les conflits.
- La communauté internationale devrait tenter beaucoup plus pour consolider les accords de paix fragiles et fournir une assistance généreuse et durable qui puisse garantir des moyens d'existence pacifiques aux anciens combattants ainsi qu'aux autres personnes ayant été impliquées dans les conflits.
- Les gouvernements devraient adopter des politiques rurales efficaces qui donneraient la priorité aux petits agriculteurs, aux éleveurs nomades et aux femmes productrices. Un ensemble bien adapté de politiques devrait se baser sur un processus de consultation et devrait être complété par un investissement dans les organisations qui peuvent faire entendre la voix des personnes marginalisées.
- Un investissement à long terme plus important dans le développement rural est nécessaire, il devrait atteindre au moins la cible fixée par l'UA de 10% des dépenses gouvernementales. Un financement extérieur plus conséquent du développement rural devrait également provenir des mesures d'augmentation de l'aide et d'annulation de la dette promises par le G8.
- Les donateurs devraient se démarquer plus décisivement des conditions de libre marché, ils devraient aussi soutenir les interventions gouvernementales sur les marchés lorsque celles-ci sont appropriées, et travailler avec les gouvernements et la société civile afin de renforcer les capacités et réduire les risques de corruption.
- Les pays industrialisés devraient soutenir les mesures destinées à stabiliser les marchés des produits de base, mettre fin au dumping des exportations subventionnées, permettre aux pays

pauvres de défendre les secteurs agricoles sensibles contre les importations à bas prix, et ouvrir plus largement leurs propres marchés aux exportations venues d’Afrique.

- Des augmentations conséquentes sont nécessaires pour le financement des programmes contre le VIH/Sida et plus largement pour l’amélioration des services de santé ; il devrait y avoir des règlements flexibles sur les licences afin de garantir la disponibilité de médicaments abordables ; enfin, le facteur VIH/Sida devrait être pris en compte dans la conception des programmes de sécurité alimentaire et de développement.
- Les économies industrialisées et émergentes devraient accroître leurs efforts pour réduire le réchauffement climatique et augmenter l’assistance financière destinée à assister l’Afrique dans sa tentative de s’adapter au changement climatique. Les gouvernements africains devraient intensifier leurs efforts pour renverser la tendance en terme de dégradations environnementales et intégrer des plans d’adaptation au changement climatique à leurs stratégies de réduction de la pauvreté.

## Notes

<sup>1</sup> FAO (2004) 'Etat d'Insécurité Alimentaire dans le Monde'.

<sup>2</sup> FAO (2003) 'Etat d'Insécurité Alimentaire dans le Monde'.

<sup>3</sup> FAO (2005) 'Etat d'Insécurité Alimentaire dans le Monde'. Avant propos: « Si chacune des régions en développement continue à réduire la faim au rythme actuel, seule l'Amérique du Sud et les Caraïbes vont réussir à atteindre la cible des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) qui est de réduire de moitié la proportion des victimes de la faim. Aucune des régions ne va atteindre l'objectif plus ambitieux du Sommet Mondial de l'Alimentation (SMA) de réduire de moitié le nombre des personnes qui ont faim ».

<sup>4</sup> FAO (2003) *op. cit.*

<sup>5</sup> Dr J. Lorimer, Oxford University Centre for the Environment, article de fonds basé sur une recherche sur les impacts prévus du changement climatique les plus importants pour Oxfam, citation de M. Parry *et al.* (1999) 'Changement climatique et insécurité alimentaire mondiale: un nouveau bilan, *Global Environmental Change* 9, supplément 1.

<sup>6</sup> FAO (2005) *op. cit.*

<sup>7</sup> Voir Déclaration Universelle des Droits Humains, article 25, et Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels, article 11.

<sup>8</sup> Le PNB perdu à cause de la malnutrition est d'au moins 2 à 3%. Banque Mondiale (2006) *Repositioning Nutrition As Central To Development*.

<sup>9</sup> Il n'existe pas de définition universellement acceptée de crise alimentaire ou d'insécurité alimentaire aiguë, mais selon la définition de travail adoptée par Oxfam il s'agit « d'une situation d'insécurité alimentaire inhabituellement grave qui menace la vie ou les moyens d'existence des gens ». Cela se produit lorsque les gens subissent une importante réduction de leur source principale de nourriture à cause d'un choc extérieur et qu'ils sont incapables de combler la différence grâce à de nouvelles stratégies ; lorsque la prévalence de la malnutrition est anormalement élevée pour la période de l'année, et cela ne peut pas s'expliquer par la mauvaise santé ou d'autres facteurs ; lorsque les gens recourent à des stratégies de survie qui portent préjudice à leurs moyens d'existence sur le long terme ou entreprennent des activités illégales ou immorales pour obtenir de la nourriture. Une famine est constituée par une détérioration accélérée de la vie des gens qui survient lorsqu'ils sont incapables de couvrir leurs besoins grâce à des stratégies de survie ou lorsqu'ils se trouvent dans un environnement de camps et qu'on assiste à une augmentation de la malnutrition et de la mort.

<sup>10</sup> UN, OCHA.

<sup>11</sup> Chiffres du gouvernement du Kenya.

---

<sup>12</sup> UA (2005) 'Status of Food Security and Prospects for Agricultural Development in Africa', et CSOPNU (30 mars 2006) 'Counting the Cost: Twenty Years of War in Northern Uganda'

<sup>13</sup> L'UNICEF définit la sous-nutrition – ou malnutrition – comme le résultat d'un apport insuffisant de nourriture (faim) et de la répétition de maladies infectieuses. La malnutrition inclut le fait d'avoir un poids trop faible pour son âge, d'être trop petit pour son âge (rachitisme), d'être dangereusement maigre (décharné) et de souffrir de déficiences en vitamines et en minéraux (malnutrition en micronutriments). UNICEF (2006) 'Progress for Children, A Report Card on Nutrition', Numéro 4.

<sup>14</sup> A l'heure actuelle, le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE (CAD) ne dispose pas d'une définition officielle pour l'assistance humanitaire, seulement d'une catégorie appelée Secours et Urgence de Détresse. Le Good Humanitarian Donorship travaille à l'élaboration d'une définition commune de l'action humanitaire, mais il s'agit d'un domaine complexe. Alors que le but principal de l'aide au développement est d'éradiquer la pauvreté, l'objectif de l'assistance humanitaire est principalement de sauver des vies en aidant les gens à couvrir leurs besoins en eau potable, en nourriture, en abris et en moyens d'existence. Néanmoins, les réponses aux urgences peuvent aller bien au-delà de cela et peuvent inclure des activités destinées à soutenir les moyens d'existence et à réduire les vulnérabilités face aux crises futures, qui peuvent se confondre avec des activités de développement. L'assistance peut également inclure des actions destinées à protéger la sécurité des gens. Oxfam définit l'assistance humanitaire comme « une assistance qui est fournie selon des principes humanitaires afin de faire face à des menaces exceptionnelles et largement répandues à l'encontre de la vie, de la santé ou de la subsistance et qui dépassent les capacités de réaction des individus et de la communauté ».

<sup>15</sup> Initiatives de Développement (2004–05) 'Global Humanitarian Assistance', Mise à jour.

<sup>16</sup> OCHA Financial Tracking System, [www.reliefweb.int/fts](http://www.reliefweb.int/fts).

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> OCHA (2005) 'Humanitarian Response Review'.

<sup>19</sup> Il existe plusieurs Systèmes d'Alerte Rapide. Certains sont mondiaux comme le Global Information and Early Warning System (GIEWS) (Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR)) le Food Insecurity Vulnerability Information and Mapping Systems (FIVIMS) de la FAO. D'autres comme le *Famine Early Warning System Network* (FEWS NET) sponsorisé par USAID, opèrent partout dans le monde mais sur une base par pays. Il existe également des systèmes régionaux comme les réseaux de la Communauté de Développement de l'Afrique australe et de l'EWS Sahel.

<sup>20</sup> Au Malawi, en 2001, les ONG et les églises avaient prévu une crise alimentaire dès septembre, mais parce que les évaluations officielles des récoltes avaient exagéré la production de manioc, l'état d'urgence n'a pas

---

été déclaré avant fin février 2002, moment où la famine atteignait déjà son plus haut niveau, Stephen Devereux, communication personnelle).

<sup>21</sup> Evaluation d'Oxfam.

<sup>22</sup> Les Critères d'intervention d'Oxfam incluent, par exemple, le risque de taux exceptionnellement hauts de malnutrition (ex : >15%) et l'incapacité de couvrir les besoins alimentaires minimaux (c'est-à-dire : 2 100 kcals selon SPHERE) sans menacer les moyens d'existence, la santé et la dignité. Le fait de contrôler les effets néfastes des stratégies de survie permet à Oxfam d'intervenir de manière précoce et de prévenir la malnutrition et les morts causées par la faim.

<sup>23</sup> L'aide alimentaire consiste en la donation de nourriture produite internationalement à des familles, des communautés ou des gouvernements récipiendaires, soit sur la base d'une vente préférentielle ou de manière gratuite. Elle peut être fournie sous la forme de nourriture (aide alimentaire en nature) ou sous la forme de ressources numéraires destinées à l'approvisionnement local en nourriture. L'aide alimentaire d'urgence consiste généralement en des distributions gratuites de rations alimentaires générales et d'aliments supplémentaires ou thérapeutiques. Elle représente 58% du total de l'aide alimentaire en 2004, après avoir diminué de 37% en 2004 par rapport à 2003 (Système d'Information sur l'Aide Alimentaire Internationale, INTERFAIS, Programme Alimentaire Mondial). Mais une aide alimentaire peut également être fournie dans des situations non urgentes comme aide alimentaire dans le cadre d'un projet d'aide (projets de développement qui utilisent de l'aide alimentaire ou qui sont financés par la vente d'aide alimentaire) ou d'un programme d'aide (aide fournie comme soutien budgétaire aux gouvernements sous la forme de ventes à prix préférentiel dont le revenu est utilisé pour le développement). Pratiquement toute l'aide alimentaire rentrant dans le cadre d'un programme est vendue sur les marchés du pays récipiendaire afin de générer des liquidités qui permettent d'aider le pays à équilibrer ses paiements. Ce dernier type de pratique s'utilise habituellement pour des projets de développement sur le long terme. En pratique, il y a des zones de recoupement dans la mesure où les activités liées à l'aide alimentaire d'urgence, en cas de crises prolongées, peuvent ressembler à celles d'un projet d'aide alimentaire (OCDE, décembre 2004, 'The Development Effectiveness Of Food : Does Tying Matter ?

<sup>24</sup> *Initiatives de Développement* (2003), Assistance Humanitaire Mondiale, cité dans Jaspars, S, 2006, Des crises alimentaires au commerce équitable: analyse des moyens d'existence, protection et soutien dans les urgences, Mars 2006.

<sup>25</sup> ODI (2006) 'Saving Lives through Livelihoods: Critical gaps in the response to the drought in the Greater Horn of Africa', Note d'Information de HPG.

<sup>26</sup> Au Malawi et en Zambie en 2002/03, les donateurs avaient réagi de manière excessive face à un déficit alimentaire anticipé et avaient inondé le marché d'aide, ce qui avait fait chuter les prix et avait porté préjudice aux

---

producteurs locaux (Stephen Devereux, juin 2002, 'State of Disaster', ActionAid).

<sup>27</sup> OCDE (2004) *op.cit.*

<sup>28</sup> Des calculs d'Oxfam basés sur des données de l'Agence canadienne de développement international.

<sup>29</sup> Programme Alimentaire Mondial (2004) INTERFAIS, Rapport Annuel.

<sup>30</sup> OCDE (2004) *op.cit.*

<sup>31</sup> Rapport du Service de Recherches pour le Congrès du 2 mai 2005 Aide Alimentaire Internationale: La Contribution des Etats-Unis et celle des Autres Donateurs.

<sup>32</sup> Document d'Information d'Oxfam (mars 2005) 'Food Aid or Hidden Dumping, Separating Wheat from Chaff'.

<sup>33</sup> Amartya Sen a fait remarquer, de manière restée célèbre, que les famines étaient souvent causées par le résultat d'un échec du droit – ou par le manque d'accès des gens à la nourriture – plutôt qu'à une pénurie de nourriture comme on le croyait auparavant. L'échec du droit peut résulter de chocs en terme de production de travail – pertes d'emploi/baisse des salaires, commerce, héritage ou « transferts de chocs ». Sen, A, 1981, *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Clarendon.

<sup>34</sup> Oxfam (2006) info sur la Crise Alimentaire du Kenya (document interne).

<sup>35</sup> S. Lautze *et al.* (2003) 'Risk and Vulnerability in Ethiopia: Learning from the Past, Responding to the Present, Preparing for the Future, rapport pour l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International'.

<sup>36</sup> Politique d'Oxfam concernant l'Aide Alimentaire (document interne).

<sup>37</sup> C. Pantaleo et S. Jaspars (2005) *Cash Transfer Programming in Emergencies*, série:Oxfam Skills and Practice, Oxford: Oxfam.

<sup>38</sup> L'Australie permet maintenant que jusqu'à 67% de son aide alimentaire provienne de sources locales; la CE, dans des circonstances spécifiques permet de se fournir de façon illimitée auprès de pays en développement figurant sur une liste ; et en septembre 2005, le Canada a accepté que 50% de son budget gouvernemental d'aide alimentaire soit utilisé auprès de fournisseurs locaux ou régionaux, par rapport à 10% antérieurement. Voir Canadian Foodgrains Bank/Oxfam Canada (2005) 'Increasing Local Purchase Flexibility in Canadian Food Aid Procurement – An idea whose time has come'. La GB, la Belgique, l'Allemagne, la Suède et les Pays Bas fournissent également leur aide alimentaire à travers des achats locaux et des appels d'offre ouverts (OCDE 2004, *op.cit.*).

<sup>39</sup> Alors qu'en 2004 la CE n'avait fourni que 11% du total de son aide alimentaire grâce à sa production domestique , l'Australie et le Canada en avaient fourni respectivement 82 et 83%.

<sup>40</sup> L'évaluation des besoins devrait inclure des indicateurs pour l'accès à la nourriture en même temps que pour la production (y compris des prix et des

---

indications sur le fonctionnement des marchés) et de la vulnérabilité politique et économique.

<sup>41</sup> D'autres méthodes incluent l'utilisation du système bancaire local ou des magasins pour fournir l'aide; limitant ainsi les connaissances liées à la remise de l'aide/des espèces ; limitant l'accès aux transactions bancaires ; remettant des espèces/de l'aide de manière immédiate ; variant les calendriers et les destinations de remise ; permettant d'effectuer déboursements réduits et fréquents ; faisant appel à des protecteurs civils tels que des anciens du village qui seront respectés dans les convois.

<sup>42</sup> Cette question fait partie d'un débat beaucoup plus large sur la manière dont les gouvernements devraient remplir au mieux leur obligation de protection des citoyens. Les programmes de protection sociale discutés ici sont considérés comme différents des filets de sécurité temporaires introduits par la Banque Mondiale et dont l'objet principal est de compenser les gens pour des coûts transitionnels liés à l'ajustement. Les programmes de protection sont également différents de nombreux systèmes traditionnels de sécurité sociale, de couverture sociale ou d'assurance qui sont principalement destinés à des personnes qui sont incapables de travailler, souvent des employés du secteur formel, et qui impliquent des contributions personnelles.

<sup>43</sup> DFID (Octobre 2005) 'Social Transfers and chronic poverty: emerging evidence and the challenge ahead, a DFID practice paper'.

<sup>44</sup> Stephen Devereux, communication personnelle.

<sup>45</sup> Dans toutes les régions du monde, en l'absence de politiques publiques bien déterminées, les personnes qui vivent avec de faibles revenus tendent à avoir un régime alimentaire moins sain que ceux qui ont plus d'argent (UNICEF 2006, *op.cit*)

<sup>46</sup> Banque Mondiale (2005) 'Indicateurs du Développement Mondial'.

<sup>47</sup> Dans cette optique, une culture politique de clientélisme et placée sous le règne du 'vainqueur ramasse tout' signifie que les classes dirigeantes se concentrent plus sur la conservation du pouvoir que la promotion du développement. La capacité de l'état est faible parce que les emplois de l'état sont attribués de manière à satisfaire les demandes clientélistes et non pas en fonction de la valeur des employés ; le budget de l'état est détourné pour payer les salaires ; les recettes fiscales sont faibles à cause de toutes les exemptions ; il y a moins d'argent pour les investissements, etc. Ces problèmes sont perçus comme des facteurs cruciaux qui permettent d'expliquer la divergence entre les expériences vécues en Afrique Subsaharienne et en Asie de l'Est. (M. Lockwood, 2005, *The State They're In: An Agenda for International Action on Poverty in Africa*, Rugby: publication de ITDG).

<sup>48</sup> FAO (2005) *op.cit*. Amartya Sen est également célèbre pour avoir déclaré : « Aucune famine dans l'histoire du monde ne s'est jamais déclarée dans une démocratie fonctionnant bien », même s'il a également reconnu l'inefficacité comparative de la démocratie dans la prévention de la faim ordinaire (Sen, A, 1999, *Democracy as Freedom Anchor*).

---

<sup>49</sup> Alors que l'Afrique Subsaharienne a reçu un flux record d'aide bilatérale au développement, qui est passé d'environ 1 milliard de \$ en 1960 à plus de 30 milliards de \$ en 1991, et baisser à moins de 20 milliards de \$ en 2000 (UA 2006).

<sup>50</sup> M. Lockwood (2005) *op.cit.*

<sup>51</sup> M. Lockwood (2005) *op.cit.*

<sup>52</sup> UNDP (2005) 'Rapport sur le Développement Humain.

<sup>53</sup> Selon certaines opinions, suite aux politiques de libre marché et aux diminutions de l'aide au développement dans les années 1990, les économies africaines et les budgets se sont resserrés et les élites ont été poussées à trouver de nouvelles formes indépendantes de création de richesse. Les emplois de l'état étaient de plus en plus considérés comme un moyen de soutirer des rentes plutôt que de percevoir un salaire (par exemple en ayant accès à des opérations de change monétaire, des crédits subventionnés, des engrais, des licences d'importation) et les élites se sont progressivement tournées vers des activités commerciales illégales ou occultes comme la drogue, les armes, la contrebande, le braconnage ou l'esclavage, qui ont pour conséquence d'aggraver les conflits. En d'autres termes, les politiques clientélistes se sont adaptées aux réformes économiques libérales plutôt que d'avoir été mises à l'écart. (M. Duffield).

<sup>54</sup> Commission pour l'Afrique (mars 2005) 'Notre Intérêt Commun'.

<sup>55</sup> En moyenne, la prévalence d'enfants souffrant d'un manque de poids dans les zones rurales est pratiquement double de celle observée dans les zones urbaines correspondantes (UNICEF 2006, *op cit*). Selon la FAO, environ la moitié des personnes affamées du monde proviennent de communautés de petits paysans, 20 autres % sont des habitants sans terre des campagnes et environ 10% vivent dans des communautés dont les moyens d'existence dépendent de l'élevage, de la pêche ou de ressources forestières. Les 20% restants vivent dans les villes (FAO 2004, *op.cit*).

<sup>56</sup> Voir NEPAD (2005) 'Framework Document', et Commission pour l'Afrique (2005) 'Notre intérêt commun'.

<sup>57</sup> FAO (2004) *op.cit.*

<sup>58</sup> [www.unsystem.org/scn/achrives/npp10/ch06.htm](http://www.unsystem.org/scn/achrives/npp10/ch06.htm), et [www.oecd.org/dataoecd/3/48/355543482.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/3/48/355543482.pdf).

<sup>59</sup> DFID (décembre 2005) 'Growth and poverty reduction: the role of agriculture, A DFID policy paper', et J. D. Sachs (mars 2005) *The End of Poverty; Economic Possibilities for our Time*, New York: Earth Institute.

<sup>60</sup> Cet argent devrait être canalisé de manière à améliorer la gestion des terres et de l'eau, à améliorer les infrastructures rurales, à faciliter la commercialisation des produits, à augmenter la nourriture disponible et réduire la faim et à favoriser la recherche et les technologies agricoles.

<sup>61</sup> Voir Comprehensive Africa Agriculture Development Programme du NEPAD (CAADP) 2003. (Programme global de développement de l'agriculture en Afrique)

---

<sup>62</sup> UA (2005) *op.cit.*

<sup>63</sup> Carl K. Eicher (2003) 'Flashback: Fifty Years of Donor Aid to African Agriculture', Michigan State University.

<sup>64</sup> C. Sahley *et al.* (2005) 'The Governance Dimension of Food Security in Malawi', USAID p.18.

<sup>65</sup> Rapport 2007 de la PNUD (à paraître) sur le Développement Humain, chiffres cités tirés de la banque de données de l'OCDE. L'aide des donateurs destinée à l'agriculture a baissé : elle représentait 11,4% de l'aide totale en 1983-1984 pour tomber à 3,2% en 2003-2004, et seules l'Australie et l'Autriche ont augmenté leur aide dans ce secteur. La GB et les USA ont baissé leur aide de 11,4% à 4,1% et 1,5% respectivement. Celles de la France et de l'Allemagne sont passées respectivement de 8,5 et 9,1% à 2,2 et 2,9%. Celle du Canada a chuté de 16,1% à 7,9% au cours de la même période (OCDE, CAD: Rapport 2005 sur la Coopération et le Développement, 'Principales Usages de l'aide par les Donateurs Individuels du CAD').

<sup>66</sup> Rapport 2007 de la PNUD (à paraître) sur le Développement Humain, chiffres cités tirés de la banque de données de l'OCDE. L'aide des donateurs à l'agriculture a baissé de manière générale, elle représentait 11,4% du total de l'aide en 1983-1984 pour passer à 3,2% en 2003-2004, seules l'Australie et l'Autriche ont augmenté la proportion de leur aide à ce secteur. La GB et les Etats-Unis ont diminué la proportion de leur aide à ce secteur de 11,4% pour chacun de ces pays à respectivement 4,1% et 1,5%. Celle de la France et de l'Allemagne a diminué pour passer de 8,5% et 9,1% respectivement à 2,2% et 2,9%. Celle du Canada a diminué de 16,1% à 7,9% au cours de la même période (OCDE, CAD : Rapport 2005 sur le Développement et la Coopération, Tableau 18, Principaux Usages de l'Aide par les Donateurs Individuels du CAD)

<sup>67</sup> UA (2005) *op.cit.* et FAO (2005) 'The State of Food and Agriculture'.

<sup>68</sup> UA(2005) *op.cit.*

<sup>68</sup> Le soutien au développement et aux des moyens d'existence apporté par Oxfam inclut : (a) soutien à l'agriculture – accès à des engrais gratuits ou subventionnés et à d'autres intrants agricoles comme des semences ; foire d'agriculteurs pour améliorer l'accès aux semences appropriées ; formation pour la création de jardins potagers à petite échelle ; stockage communautaire de grains et banques de semences ; conservation de l'eau grâce à la réfection de digues, de barrages et de puits ; régénération de pâturages et reforestation liée à la formation des communautés sur la gestion de l'environnement ; diversification des récoltes et technologies servant à économiser le travail ; (b) soutien à l'élevage – restockage du bétail par le biais de foires aux animaux et de bons gratuits ; soins vétérinaires, programmes de vaccination et formation d'auxiliaires vétérinaires ; replantation de zones de fourrages et construction de banques de fourrage ; réparation des puits et des sources d'eau destinées aux animaux, comme les oueds naturels ou les mares ; formation et amélioration de la gestion des troupeaux ; (c) soutien des revenus – transferts de

---

liquidités, programmes d'argent ou de nourriture en échange de travail, micro-crédit et assurance ; génération de revenus non agricole ; (d) amélioration de l'accès aux marchés – stabilisation des prix, apport d'informations sur les marchés, transport subventionné vers les marchés. Oxfam organise également des campagnes pour augmenter l'accès des gens à l'éducation et à la santé.

<sup>70</sup> Commission pour l'Afrique (2005), Notre Intérêt Commun. Rapport de la Commission pour l'Afrique.

<sup>71</sup> Lisa C. Smith et L. Haddad (2000) 'Overcoming Child Malnutrition in Developing Countries: Past Achievements and Future Choices', International Food Policy Research Institute.

<sup>72</sup> Commission Africaine (2005) *op.cit.*

<sup>73</sup> Palmer, R. interne

<sup>74</sup> Le risque commercial est considéré comme particulièrement élevé dans les zones rurales à cause de la faible quantité de volumes échangés, du nombre réduit de participants, des infrastructures de mauvaise qualité, des coûts élevés de transport et de communication, de la faiblesse de la productivité et des revenus, et de la limitation des sources alternatives de revenus. Parmi ces risques il faut inclure : des chocs naturels comme ceux liés au climat ; l'insécurité des prix due à la volatilité des marchés ; des risques liés à la coordination économique comme par exemple des marchands qui ne peuvent pas payer les récoltes aux producteurs avant de recevoir des crédits ou des paiements d'autres fournisseurs ; et, en plus, des risques liés aux circonstances, comme ceux courus par les prêteurs lorsqu'ils ne sont pas payés, par les agriculteurs lorsque les prix baissent après la récolte ou des risques dus à une mauvaise qualité des intrants. Voir A. Dorward, J. Kydd et C. Poulton (2005) 'Beyond Liberalisation: Development Coordination Policies for African Smallholder Agriculture', *IDS Bulletin* 36(2).

<sup>75</sup> Dorward, Kydd et Poulton (2005) *op.cit.*

<sup>76</sup> FAO (2005) *op.cit.*

<sup>77</sup> Dorward, Kydd et Poulton (2005) *op.cit.*

<sup>78</sup> Au Malawi, par exemple, dans les années 1990 la réduction des réserves de grains et la suppression des contrôles sur les prix en accord avec les politiques du Fonds Monétaire International, ont conduit à une volatilité accrue et à une augmentation des prix de la nourriture. Au Niger, la réduction des réserves de grains a signifié que le gouvernement n'avait pas suffisamment de grains pour stabiliser les prix de la nourriture durant la crise de 2005. L'annulation des subventions sur les intrants, au Malawi, dans les années 1990, a également entraîné des augmentations massives du prix des engrais. Là où des marchands privés ont pris la place laissée libre, ils l'ont souvent fait dans des conditions très défavorables pour les agriculteurs pauvres. Au Niger, les marchands achètent du grain à des agriculteurs endettés dans des zones éloignées et le stockent jusqu'aux prochaines récoltes afin de le vendre à un prix plus élevé (Oxfam 2002, 'Death on the Doorstep of the Summit', Oxfam Document d'Information; K. Watkins 1995,

---

*Rapport sur la Pauvreté*, Oxford: Oxfam; et évaluations effectuées par une équipe d'Oxfam au Niger).

<sup>79</sup> C. Sahley *et al.* (2005) *op.cit.*

<sup>80</sup> S. Levy (2005) 'Starter Packs: a strategy to fight hunger in developing countries?', CABI Publishing.

<sup>81</sup> D. Booth *et al.* (2006) 'Drivers of Change and Development in Malawi', Working Paper 261, ODI.

<sup>82</sup> DFID (décembre 2005) *op.cit.*

<sup>83</sup> S. Devereux, 'Food Security in Ethiopia' ('La Sécurité Alimentaire en Ethiopie, DFID, p.11.

<sup>84</sup> T. Otsuki, J.S.Wilson et M. Sewadeh (2000) 'Saving two in a billion: a case study to quantify the trade effect of European food safety standards on African exports', Banque Mondiale.

<sup>85</sup> Oxfam (2002) 'Cultivating Poverty: The Impact of US Cotton Subsidies on Africa', Document d'Information d'Oxfam.

<sup>86</sup> Selon la FAO, la proportion des situations d'urgence pouvant être considérées comme des conséquences d'actes humains est en augmentation. Au niveau mondial, les conflits et les échecs économiques ont été cités comme les causes principales de plus de 35% des urgences alimentaires apparues entre 1992 et 2004, contre 15% entre 1986 et 1991. Dans de nombreux cas, les catastrophes naturelles sont aggravées par des désastres causés par les hommes, ce qui entraîne des situations d'urgence complexes et prolongées. (FAO 2005 *op.cit.*)

<sup>87</sup> AU (2005) *op.cit.*

<sup>88</sup> UNDP (2005) *op.cit.*

<sup>89</sup> Anthony Nygong (2005) 'Impacts of Climate Change in the Tropics: the African Experience', University of Jos, Nigeria.

<sup>90</sup> UNAIDS (2005) 'AIDS epidemic update', SSA.

<sup>91</sup> UNDP (2005) *op.cit.*

<sup>92</sup> UNAIDS (2005) *op.cit.*

<sup>93</sup> UNAIDS (août 2005) 'Resource needs for an expanded response to AIDS in low and middle income countries'.

<sup>94</sup> Parmi les autres mesures nous pourrions évoquer celles-ci: garantir que les projets de micro-crédit prennent en considération les besoins des personnes malades (par exemple : qu'il n'y ait pas de pénalisation pour le fait d'avoir manqué une réunion) ; mener des recherches au niveau des différentes communautés pour identifier les effets et les moyens de les aider, y compris par des programmes de sensibilisation et de prévention ; soutenir des projets communautaires afin d'apporter une aide pratique aux membres malades de la communauté ; donner plus de pouvoir aux gens pour qu'ils s'impliquent dans les campagnes visant à garantir l'accès à des médicaments et à des soins abordables.

---

<sup>95</sup> Anthony Nygong (2005) *op.cit.*

<sup>96</sup> Des augmentations de précipitations et de pluies sont prévues pour certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est.

<sup>97</sup> J. Lorimer (1999) *op.cit.*

<sup>98</sup> Christian Aid (2006) 'The climate of poverty: facts fears and hope', [www.christian-aid.org.uk/indepth/605caweek/index.htm](http://www.christian-aid.org.uk/indepth/605caweek/index.htm).

<sup>99</sup> Select Committee on International Development Memoranda (11 janvier 2005), 'Memorandum conjoint soumis par Suliman Baldo, James Morton, Roland Marchal et Alex de Waal, Darfour en 2004, The Many Faces of a Conflict, A Working Paper', [www.publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmintdev/uc67-i/uc67m02.htm](http://www.publications.parliament.uk/pa/cm200405/cmselect/cmintdev/uc67-i/uc67m02.htm).

<sup>100</sup> IRIN (13 March 2006) 'Environmental health key to increasing incidence of drought'.

<sup>101</sup> Analyse interne effectuée par une équipe d'Oxfam.

<sup>102</sup> Voir UA/NEPAD Plan d'Action environnemental.

<sup>103</sup> Voir par exemple le Programme Global de Développement de l'Agriculture Africaine (CAADP) de UA/NEPAD; et le rapport de la Conférence ministérielle de l'UA du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> février 2006, Statut de la sécurité alimentaire et perspectives pour le développement de l'agriculture en Afrique, Bamako, Mali.

© Oxfam International – juillet 2006

Ce rapport a été rédigé par Ruth Mayne. Oxfam remercie Alex Renton, Michael Bailey, Nicki Bennett, Emma Naylor, Matthew Snell, Chris Leather, Silke Pietzsch, Ann Witteveen et Mark Fried pour leur assistance dans sa réalisation. Il fait partie d'une série de documents visant à contribuer au débat public sur les questions de développement et de politique humanitaire.

Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel: [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk)

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

**Oxfam International** est une confédération de 12 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice: Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Novib Oxfam Pays-Bas, Oxfam Nouvelle Zélande et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire aux agences listées ci-dessous pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur: [www.oxfam.org/fr](http://www.oxfam.org/fr).

<p><b>Oxfam America</b> 26 West St., Boston, MA 02111-1206, USA Tél. : +1.617.482.1211 E-mail : <a href="mailto:info@oxfamamerica.org">info@oxfamamerica.org</a> <a href="http://www.oxfamamerica.org">www.oxfamamerica.org</a></p>	<p><b>Oxfam Hong Kong</b> 17/fl., China United Centre, 28 Marble Road, North Point, Hong Kong Tél. : +852.2520.2525 E-mail : <a href="mailto:info@oxfam.org.hk">info@oxfam.org.hk</a> <a href="http://www.oxfam.org.hk">www.oxfam.org.hk</a></p>
<p><b>Oxfam Australia</b> 156 George St., Fitzroy, Victoria 3065, Australia Tél. : +61.3.9289.9444 E-mail : <a href="mailto:enquire@oxfam.org.au">enquire@oxfam.org.au</a> <a href="http://www.oxfam.org.au">www.oxfam.org.au</a></p>	<p><b>Intermón Oxfam (Spain)</b> Roger de Llúria 15, 08010, Barcelona, Spain Tél. : +34.902.330.331 E-mail : <a href="mailto:info@intermonoxfam.org">info@intermonoxfam.org</a> <a href="http://www.intermonoxfam.org">www.intermonoxfam.org</a></p>
<p><b>Oxfam-en-Belgique</b> Rue des Quatre Vents 60, 1080 Brussels, Belgium Tél. : +32.2.501.6700 E-mail : <a href="mailto:oxfamsol@oxfamsol.be">oxfamsol@oxfamsol.be</a> <a href="http://www.oxfamsol.be">www.oxfamsol.be</a></p>	<p><b>Oxfam Ireland</b> Dublin Office, 9 Burgh Quay, Dublin 2, Ireland Tél. : +353.1.672.7662 Belfast Office, 115 North St, Belfast BT1 1ND, UK Tél. : +44.28.9023.0220 E-mail : <a href="mailto:communications@oxfam.ie">communications@oxfam.ie</a> <a href="http://www.oxfamireland.org">www.oxfamireland.org</a></p>
<p><b>Oxfam Canada</b> 250 City Centre Ave, Suite 400, Ottawa, Ontario, K1R 6K7, Canada Tél. : +1.613.237.5236 E-mail : <a href="mailto:info@oxfam.ca">info@oxfam.ca</a> <a href="http://www.oxfam.ca">www.oxfam.ca</a></p>	<p><b>Oxfam New Zealand</b> PO Box 68357, Auckland 1032, New Zealand Tél. : +64.9.355.6500 (Toll-free 0800 400 666) E-mail : <a href="mailto:oxfam@oxfam.org.nz">oxfam@oxfam.org.nz</a> <a href="http://www.oxfam.org.nz">www.oxfam.org.nz</a></p>
<p><b>Oxfam Germany</b> Greifswalder Str. 33a, 10405 Berlin, Germany Tél. : +49.30.428.50621 E-mail : <a href="mailto:info@oxfam.de">info@oxfam.de</a> <a href="http://www.oxfam.de">www.oxfam.de</a></p>	<p><b>Oxfam Novib (Netherlands)</b> Mauritskade 9, Postbus 30919, 2500 GX, The Hague, The Netherlands Tél. : +31.70.342.1621 E-mail : <a href="mailto:info@oxfamnovib.nl">info@oxfamnovib.nl</a> <a href="http://www.oxfamnovib.nl">www.oxfamnovib.nl</a></p>
<p><b>Oxfam Great Britain</b> Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, UK Tél. : +44.(0)1865.473727 E-mail : <a href="mailto:enquiries@oxfam.org.uk">enquiries@oxfam.org.uk</a> <a href="http://www.oxfam.org.uk">www.oxfam.org.uk</a></p>	<p><b>Oxfam Québec</b> 2330 rue Notre Dame Ouest, bureau 200, Montréal, Québec, H3J 2Y2, Canada Tél. : +1.514.937.1614 E-mail : <a href="mailto:info@oxfam.qc.ca">info@oxfam.qc.ca</a> <a href="http://www.oxfam.qc.ca">www.oxfam.qc.ca</a></p>

**Secrétariat d'Oxfam International:** Suite 20, 266 Banbury Road, Oxford, OX2 7DL, UK  
Tél. : +44(0)1865.339100. E-mail: [information@oxfaminternational.org](mailto:information@oxfaminternational.org). Web site: [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

**Bureaux de plaidoyer d'Oxfam International :**

Washington: 1100 15th Street NW, Ste. 600, Washington, DC 20005, USA  
Tél. : +1.202.496.1575. E-mail : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)  
Brussels: 22 rue de Commerce, 1000 Brussels, Belgium  
Tél. : +322.502.0391. E-mail : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)  
Genève: 15 rue des Savoises, 1205 Geneva, Switzerland  
Tél. : +41.22.321.2371. E-mail : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)  
New York: 355 Lexington Avenue, 3rd Floor, New York, NY 10017, USA  
Tél. : +1.212.687.2091. E-mail : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

**Organisations liées à Oxfam :**

Les organisations suivantes sont liées à Oxfam International:  
Oxfam Japan Maruko bldg. 2F, 1-20-6, Higashi-Ueno, Taito-ku, Tokyo 110-0015, Japan  
Tél. : + 81.3.3834.1556. E-mail : [info@oxfam.jp](mailto:info@oxfam.jp) Web site: [www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp)  
Oxfam India B55, First Floor, Shivalik, New Delhi, 1100-17, India  
Tél. : + 91.11.26693 763. E-mail : [info@oxfamint.org.in](mailto:info@oxfamint.org.in) Web site: [www.oxfamint.org.in](http://www.oxfamint.org.in)

**Membres observateurs d'Oxfam :**

Les organisations suivantes ont actuellement un statut de membres observateurs auprès d'Oxfam International et travaillent à l'obtention d'une possible affiliation complète :  
Agir ici (France) 104 Rue Oberkampf, 75011 Paris, France  
Tél. : + 33.1.56.98.24.40. E-mail : [agirici@agirici.org](mailto:agirici@agirici.org) Web site: [www.agirici.org](http://www.agirici.org)  
Tél./Fax : + 52.55.687.3002. E-mail : [correos@rostroyvoces.org](mailto:correos@rostroyvoces.org) Web site: [www.rostroyvoces.org](http://www.rostroyvoces.org)